

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

| | UN AN | SIX MOIS |
|--------------------------------------|--------|----------|
| Togo, France et Colonies . . . | 70 fr. | 40 fr. |
| Etranger { Pays à demi-tarif 100 fr. | 60 fr. | |
| { Pays à plein tarif 120 fr. | 70 fr. | |

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 3. fr. 50
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

| | |
|---|---------|
| La ligne | 4 fr. |
| Minimum | 20 fr. |
| La page | 400 fr. |
| Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 20 fr. | |

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

| | | |
|--------------|--|-----|
| 1941 | | |
| 12 septembre | — Loi N° 3916 modifiant la loi du 5 août 1899 sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit | 464 |
| 13 novembre | — Loi N° 4764 modifiant les articles 172 et 179 du code d'instruction criminelle | 465 |
| 1944 | | |
| 5 février | — Loi N° 57 relative aux taux de certaines amendes | 465 |
| 1945 | | |
| 11 mai | — Décret N° 45-1343 portant organisation et augmentation de l'effectif du détachement de gendarmerie de l'A.O.F. (<i>Arrêté de promulgation N° 499 Cab. du 10 septembre 1945</i>) | 459 |
| 28 mai | — Décret modifié par le décret du 3 juillet 1945 portant recrutement d'officiers appartenant aux forces françaises libres dans le corps des administrateurs des colonies et des services civils de l'Indochine. (<i>Arrêté de promulgation N° 500 Cab. du 10 septembre 1945</i>). | 460 |
| 30 mai | — Décret N° 45-1096 étendant aux colonies autres que les Antilles, la Réunion, l'Union Indochinoise et les Etablissements français de l'Inde, les dispositions des actes validés relatifs au taux des amendes pénales. (<i>Arrêté de promulgation N° 501 Cab. du 10 septembre 1945</i>) | 464 |
| 20 juin | — Ordonnance N° 45-1358 portant création d'emplois rattachés aux chaires coloniales du Muséum d'Histoire Naturelle. (<i>Arrêté de promulgation N° 502 Cab. du 10 septembre 1945</i>) | 465 |
| 3 juillet | — Ordonnance N° 45-1464 ayant pour objet de subordonner à un visa la représentation et l'exportation des films cinématographiques. (<i>Arrêté de promulgation N° 503 Cab. du 10 septembre 1945</i>) | 466 |
| 3 juillet | — Décret N° 45-1472 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance N° 45-1464 du 3 juillet 1945 précitée. (<i>Arrêté de promulgation N° 503 Cab. du 10 septembre 1945</i>) | 467 |
| 3 juillet | — Décret N° 45-1477 relatif aux traitements et aux classes du personnel des ports et rades des colonies (ancienne formation régie par le décret du 18 mai 1930). (<i>Arrêté de promulgation N° 504 Cab. du 10 septembre 1945</i>) | 461 |
| 23 juillet | — Ordonnance N° 45-1632 complétant l'ordonnance du 25 août 1944, modifiée par l'ordonnance du 30 mai 1945 relative au cumul de retraites et de rémunérations publiques, au cumul de deux ou plusieurs pensions et celui des indemnités spéciales temporaires afférentes à plusieurs pensions. (<i>Arrêté de promulgation N° 505 Cab. du 10 septembre 1945</i>) | 461 |
| 29 juillet | — Ordonnance N° 45-1667 relative aux traitements et indemnités des fonctionnaires civils rémunérés sur le budget de l'Etat en service en Afrique du Nord ou aux colonies. (<i>Arrêté de promulgation N° 506 Cab. du 10 septembre 1945</i>) | 463 |
| 30 août | — Décret N° 45-1960 modifiant à titre exceptionnel, dans les territoires de l'A.O.F. et au Togo, en A.E.F., au Cameroun et à la Côte française des Somalis, la condition de résidence exigée pour l'inscription | |

| | | |
|---------|---|-----|
| | des citoyens français sur les listes électorales. (<i>Arrêté de promulgation N° 507 Cab. du 11 septembre 1945</i>) | 469 |
| 30 août | — Décret N° 45-1961 prescrivant en ce qui concerne les non citoyens jouissant de l'électorat politique l'établissement des listes électorales en A.O.F., au Togo, en A.E.F., au Cameroun et à la Côte française des Somalis pour l'application de l'ordonnance du 22 août 1945. (<i>Arrêté de promulgation N° 491 Cab. du 7 septembre 1945</i>) | 470 |
| | Rectificatif à l'ordonnance du 20 janvier 1945 portant majoration des droits de sceau établis par le décret du 31 août 1937 | 471 |

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1945

| | | |
|-------------|--|-----|
| 11 mai | — N° 1415 p. — Arrêté général concernant la prime de fin d'engagement du personnel auxiliaire (<i>rendu applicable au Togo par arrêté local N° 445 p. du 23 août 1945</i>) | 471 |
| 14 août | — N° 2508 SE. — Arrêté général complétant l'arrêté N° 3215 F. du 8 septembre 1943 portant réglementation des prix | 472 |
| 29 août | — N° 2642 DT. — Arrêté général portant révision des taxes du service des colis postaux | 472 |
| 5 septembre | — N° 2716 AP. — Arrêté général modifiant l'arrêté N° 2667 AP. du 30 août 1945 relatif à l'application de l'ordonnance du 22 août 1945 sur le mode de représentation à l'assemblée nationale constituante des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies. | 473 |

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1945

| | | |
|---------|---|-----|
| 17 mars | — N° 146 p. — Arrêté modifiant l'article 1er de l'arrêté N° 130 du 11 mars 1929 fixant les conditions d'accès des indigènes non citoyens français à certains emplois publics | 474 |
| 23 août | — N° 446 F. — Arrêté modifiant l'arrêté N° 453 F. du 23 août 1943 en ce qui concerne les tarifs des frais de traitements | 475 |
| 23 août | — N° 447 F. — Arrêté réglementant à nouveau l'attribution des secours accordés sur les fonds du budget local ou des budgets annexes du Togo | 475 |
| 23 août | — N° 462 CFT. — Arrêté fixant les conditions d'attribution et les taux des secours éventuels et temporaires alloués sur les fonds du budget annexe du chemin de fer et du wharf du Togo | 477 |
| 29 août | — N° 472 S.M. — Arrêté portant répartition des effectifs des gradés et gardes cercles | 478 |

| | | |
|---------------|--|-----|
| 1er septembre | — N° 479 F. — Arrêté accordant des avances de solde aux fonctionnaires et agents des cadres généraux, communs supérieurs et locaux européens | 479 |
| 1er septembre | — N° 480 F. — Arrêté accordant des avances de solde aux agents des cadres communs secondaires de l'A.O.F. et locaux indigènes | 480 |
| 2 septembre | — N° 483 APA. — Arrêté portant nomination de nouveaux membres à adjoindre aux commissions administratives d'établissement et de révision des listes électorales des citoyens, en vue de la constitution de commissions administratives de jugement | 481 |
| 2 septembre | — N° 484 APA. — Arrêté portant nomination des membres des commissions d'établissement et de révision des listes électorales en ce qui concerne les non citoyens | 481 |
| 6 septembre | — N° 488 E. — Arrêté fixant le montant de l'allocation journalière de nourriture et d'entretien des élèves de l'Ecole primaire supérieure de Lomé pour l'année scolaire 1945-1946 | 481 |
| 6 septembre | — N° 489 F. — Arrêté portant augmentation d'avance | 481 |
| 6 septembre | — N° 511 E. — Décision fixant le nombre de places mises au concours pour l'admission à l'Ecole primaire supérieure de Lomé et au Cours complémentaire Notre Dame des Apôtres pour l'année scolaire 1945-1946 | 481 |
| 6 septembre | — N° 515 E. — Décision fixant le nombre d'élèves à admettre au Cours normal des moniteurs de l'enseignement primaire d'Atakpamé et à l'Ecole professionnelle de Sokodé pour l'année scolaire 1945-1946 | 481 |
| 7 septembre | — N° 493 F. — Arrêté accordant des avances de solde aux agents auxiliaires des cercles, bureaux et services du Territoire | 480 |
| 7 septembre | — N° 494 E. — Arrêté modifiant la composition de la commission consultative des bourses | 482 |
| 7 septembre | — N° 495 E. — Arrêté fixant le nombre et l'emplacement des écoles officielles du territoire pour l'année scolaire 1945-1946 | 482 |
| 8 septembre | — N° 496 Bis APA. — Arrêté portant nomination de nouveaux membres à adjoindre aux commissions administratives d'établissement et de révision des listes électorales des non citoyens, en vue de la constitution de commissions administratives de jugement | 481 |
| 10 septembre | — N° 497 APA. — Arrêté portant augmentation d'une allocation annuelle attribuée à un chef togolais | 482 |
| 10 septembre | — N° 498 APA. — Arrêté modifiant l'arrêté N° 147 F. du 18 mars 1945 fixant pour l'année 1945 le montant des allocations servies à certains chefs de famille et anciens agents de l'administration | 483 |

| | |
|--|-----|
| 14 septembre — N° 510 AE/3. — Arrêté interdisant la vente de certaines marchandises d'importation | 483 |
| Modificatif à l'arrêté N° 358 Dom. du 30 juin 1945 ouvrant une enquête de « commodo et incommodo » | 493 |
| Personnel | 483 |
| Divers | 489 |

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

| | |
|---|-----|
| Renseignements à l'usage des personnes devant rentrer prochainement dans la Métropole | 496 |
| Avis du Comité du Commerce Extérieur | 498 |
| Avis aux importateurs | 498 |
| Nécrologie | 499 |

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Personnel

Gendarmerie

ARRETE N° 499 Cab. du 10 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général n° 2.402 AP. du 6 août 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 45-1343 du 11 mai 1945 portant organisation et augmentation de l'effectif du détachement de gendarmerie de l'A.O.F.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 10 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre de la guerre et du ministre des colonies,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu le décret du 20 mai 1903 portant règlement sur l'organisation et le service de la gendarmerie, modifié par le décret du 10 septembre 1935;

Vu l'article 50 de la loi du 28 mars 1928 permettant de modifier les cadres et les effectifs de la gendarmerie dans la limite des crédits ouverts et suivant les besoins du service;

Vu le décret du 23 juillet 1939 portant organisation et augmentation de l'effectif du détachement de gendarmerie de l'Afrique occidentale française;

Vu l'avis du gouverneur général de l'Afrique occidentale française,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le détachement de gendarmerie de l'Afrique occidentale française comprend :

Un petit état-major du détachement;

Un groupe de gendarmerie mobile composé de trois pelotons à cheval et de trois pelotons à pied, centre d'instruction des auxiliaires indigènes du détachement;

La brigade du gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

La section de Dakar (circonscription de Dakar et dépendances);

La section de Saint-Louis (colonie du Sénégal);

La section de Bamako (colonie du Soudan);

La section de Conakry (colonie de la Guinée);

La section d'Abidjan (colonie de la Côte d'Ivoire);

La section de Porto-Novo (colonie du Dahomey);

La brigade de Niger (colonie du Niger);

La brigade de Mauritanie (colonie de la Mauritanie);

La brigade du Togo (territoire sous mandat).

ART. 2. — L'effectif du détachement comprend :

Officiers :

| | |
|---|-----------|
| Lieutenant-colonel ou chef d'escadron commandant le détachement | 1 |
| Capitaine adjoint | 1 |
| Capitaine commandant le groupe de gendarmerie mobile | 1 |
| Lieutenant ou sous-lieutenant adjoint au commandant du groupe de gendarmerie mobile | 1 |
| Lieutenant ou sous-lieutenant comptable | 1 |
| Officiers subalternes commandant de section | 6 |
| | 11 |

Sous-officiers :

Arme à pied.

| | |
|--|------------|
| Adjudant-chef ou adjudant comptable | 1 |
| Maréchaux des logis chefs comptables | 2 |
| Gendarmes comptables | 3 |
| Adjudants-chefs | 9 |
| Adjudants | 19 |
| Maréchaux des logis chefs | 43 |
| Gendarmes | 114 |
| | 191 |

Arme à cheval

| | |
|-------------------------------------|-----------|
| Adjudants-chefs | 3 |
| Adjudants | 6 |
| Maréchaux des logis chefs | 9 |
| Gendarmes | 17 |
| | 35 |

Total 237

ART. 3. — La répartition des brigades et des postes est faite par arrêté du gouverneur général.

ART. 4. — Toutes dispositions contraires, et en particulier le décret du 23 juillet 1939, sont abrogés.

ART. 5. — Le ministre de la guerre et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 mai 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République française,

Le Ministre des Colonies,

P. GIACOBBI.

Le Ministre de la Guerre,

A. DIETHELM.

*Administrateurs des Colonies
et des Services civils de l'Indochine*

ARRETE N° 500 Cab. du 10 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général n° 2427 AP. du 7 août 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 28 mai 1945, modifié par le décret du 3 juillet 1945 portant recrutement d'officiers appartenant aux forces françaises libres dans le corps des administrateurs des colonies et des services civils de l'Indochine.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 10 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité Français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu les décrets des 10 juillet et 1^{er} décembre 1920, réorganisant respectivement le cadre des Administrateurs des Colonies et des Administrateurs des Services civils et les textes subséquents;

Vu le décret provisoirement applicable du 18 novembre 1942, portant création d'un corps unique d'Administrateurs coloniaux;

Vu le décret du 23 avril 1943 relatif au statut des Administrateurs des Colonies et des Services civils de l'Indochine;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — (modifié par le décret du 3 juillet 1945). — A titre exceptionnel et jusqu'au 31 décembre 1946, il pourra être recruté, dans la limite maximum de soixante-quinze unités, des administrateurs des Colonies ou des Services civils de l'Indochine parmi les officiers âgés de trente-cinq ans au plus au 1^{er} janvier 1945, ayant été enrôlés pendant au moins six mois dans les Forces françaises libres, entre le 18 juin 1940 et le 1^{er} août 1943, sous réserve :

a) Qu'ils aient participé à une campagne au moins dans une unité combattante et qu'ils s'y soient distingués;

b) Qu'ils soient reconnus par l'autorité médicale aptes au service actif des Colonies.

ART. 2. — (modifié par le décret du 3 juillet 1945). Les dossiers de candidatures seront soumis à l'examen d'une Commission spéciale ainsi constituée :

Le Directeur des Affaires Politiques, *président*;

Le Directeur du Cabinet;

Le Directeur du Personnel et de la Comptabilité;

Un Gouverneur général ou Gouverneur des Colonies, en activité ou à la retraite, ayant exercé effectivement le gouvernement d'un territoire;

Un Inspecteur général des Colonies;

Un Administrateur de 1^{re} classe des Colonies ou des Services civils de l'Indochine;

Un Administrateur ou Administrateur adjoint des Colonies ou des Services civils de l'Indochine ayant servi dans les Forces françaises libres à titre d'officier.

ART. 3. — (modifié par le décret du 3 juillet 1945). La Commission arrêtera la liste des candidats à soumettre à l'agrément du Ministre des Colonies.

Il sera tenu compte, pour l'intégration, d'une part, de la culture générale de l'intéressé, et, d'autre part, du grade obtenu dans l'armée.

ART. 4. — (modifié par le décret du 3 juillet 1945). Les candidats titulaires du baccalauréat ou de diplômes d'un degré supérieur seront intégrés directement dans le cadre et suivront un cycle de conférences d'information à l'Ecole nationale de la France d'Outre-mer.

Les candidats non titulaires de ces diplômes seront astreints à un stage d'une année scolaire à l'Ecole coloniale de la France d'Outre-mer.

Ce stage sera sanctionné par un examen de sortie à l'issue duquel les candidats seront soit titularisés comme administrateur ou administrateur adjoint, conformément aux dispositions de l'article précédent, soit admis à renouveler le stage, soit licenciés.

Pendant la durée du stage, les candidats percevront la sold et les allocations accessoires correspondant au grade et à la classe d'assimilation fixés par la Commission d'intégration.

ART. 5. — La présente mesure ne pourra avoir pour effet, pendant toute la durée de son application, d'abaisser au-dessous du chiffre fixé en 1945 le nombre des places mises au concours pour l'entrée dans les sections administratives de l'Ecole nationale de la France d'Outre-mer.

ART. 6. — Des arrêtés du Ministre des Colonies régleront les modalités d'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 mai 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,

P. GIACOBBI.

Ports et rades des colonies

ARRETE N° 504 Cab. du 10 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 18 mai 1930 portant réorganisation du personnel des ports et rades aux colonies, publié au *J.O. Togo* du 1er juillet 1930;

Vu l'arrêté général n° 2454 AP. du 10 août 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret N° 45-1477 du 3 juillet 1945 relatif aux traitements et aux classes du personnel des ports et rades des colonies (ancienne formation régie par le décret du 18 mai 1930).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 10 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu la loi validée du 3 août 1943 relative à la classification générale des traitements des fonctionnaires civils de l'Etat;

Vu le décret validé n° 1237 du 9 mai 1944 portant classification du personnel des ports et rades des colonies (ancienne formation régie par le décret du 18 mai 1930);

Vu le décret du 26 décembre 1944 fixant les traitements des officiers de port;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1^{er} et 2 du décret validé n° 1237 du 9 mai 1944, portant classification du personnel des ports et rades des colonies (ancienne formation régie par le décret du 18 mai 1930), sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 1^{er}. — Les fonctionnaires des ports et rades des colonies (ancienne formation régie par le décret

du 18 mai 1930) sont, pour l'application de l'article 1^{er} de la loi du 3 août 1943 relative à la classification générale des traitements des fonctionnaires civils de l'Etat, classés dans les échelles ci-après :

| Emplois | Echelles |
|---|-------------|
| « Capitaine de port | 13 C. |
| « Lieutenant de port | 9 B. |
| « Sous-lieutenant de port | 5 A. |
| « Art. 2. — Les traitements et les classes que comportent les emplois visés à l'article 1 ^{er} ci-dessus sont fixés ainsi qu'il suit : | |
| « Capitaine de port : | |
| « 1 ^{re} classe | 40.000 frs. |
| « 2 ^e classe | 35.000 — |
| « 3 ^e classe : | |
| « 2 ^e échelon, après 2 ans | 30.000 — |
| « 1 ^{er} échelon, avant 2 ans | 26.000 — |
| « Lieutenant de port : | |
| « 1 ^{re} classe | 28.000 frs. |
| « 2 ^e classe | 25.000 — |
| « 3 ^e classe | 22.000 — |
| « Stagiaire | 18.000 — |
| « Sous-lieutenant de port : | |
| « 1 ^{re} classe | 20.000 frs. |
| « 2 ^e classe | 18.500 — |
| « 3 ^e classe | 17.000 — |
| « 4 ^e classe | 15.500 — |
| « Stagiaire | 13.000 — |

ART. 2. — Lors de la promotion d'un sous-lieutenant de port au grade de lieutenant de port ou d'un lieutenant de port au grade de capitaine de port, dans les conditions prévues au décret du 18 mai 1930 portant statut de ce personnel, l'officier de port promu au grade supérieur sera nommé dans son nouveau grade, à l'échelon comportant un traitement égal ou immédiatement supérieur à celui de l'échelon qu'il occupait dans le grade précédent.

ART. 3. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et dont les dispositions auront effet à compter du 1^{er} janvier 1944.

Fait à Paris, le 3 juillet 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des colonies,

P. GIACOBBI.

Le Ministre des Finances,
R. PLEVEN.

Cumul de retraites et de rémunérations

ARRETE N° 505 Cab. du 10 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 30 juin 1934 sur les règles de cumul en matière de traitement, promulgué au Togo le 13 août 1934;

Vu le décret du 29 octobre 1936 portant règlement sur les cumuls de retraites, de rémunérations et de fonctions, promulgué au Togo le 24 octobre 1941, ensemble tous les textes modificatifs subséquents, notamment les décrets des 25 août 1944 et 30 mai 1945;

Vu l'arrêté général n° 2425 AP. du 7 août 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance n° 45-1632 du 23 juillet 1945 complétant l'ordonnance du 25 août 1944; modifiée par l'ordonnance du 30 mai 1945 relative au cumul de retraites et de rémunérations publiques, au cumul de deux ou plusieurs pensions et celui des indemnités spéciales temporaires afférentes à plusieurs pensions.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 10 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Vu la loi du 30 avril 1920 portant modification des pensions civiles et militaires;

Vu le décret du 29 octobre 1936 pris en exécution de la loi du 20 juin 1936, relative au cumul de retraites, de rémunérations et de pensions, ensemble les divers textes modificatifs;

Vu le décret du 30 juin 1934 concernant les règles de cumul de deux ou de plusieurs pensions;

Vu les ordonnances du 23 septembre 1944, l'une portant amélioration de la situation des fonctionnaires, agents civils et militaires de l'Etat, l'autre portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire accordée aux bénéficiaires de pensions de la loi du 21 mars 1928, ensemble la loi validée du 31 octobre 1941;

Le comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le troisième alinéa de l'article 4 de l'ordonnance du 25 août 1944, modifié et complété par l'ordonnance du 30 mai 1945, est complété à nouveau ainsi qu'il suit :

« Le dernier traitement ou la dernière solde d'activité à considérer est le dernier traitement ou la dernière solde ayant servi de base à la liquidation ou à la révision de la pension, accru des accessoires de traitement ou de solde pris en considération pour l'établissement de cette dernière. Toutefois, pour les retraités dont la pension a été liquidée ou révisée, compte tenu

de traitements ou de soldes ne comportant pas, en totalité ou en partie, d'augmentations prenant effet postérieurement au 31 janvier 1945, il est fait état, s'ils y ont avantage, des traitements ou soldes afférents, suivant les taux en vigueur au 1^{er} octobre 1940, aux emplois et classes, grades et échelons de solde occupés lors de la cessation des services, ces dits traitements ou soldes étant uniformément majorés de 220 p. 100 et augmentés éventuellement des accessoires définis ci-dessus. Le dernier traitement ou la dernière solde ainsi déterminé ne peut être cependant supérieur à celui qui serait applicable aux intéressés s'ils avaient bénéficié en fin de carrière d'augmentations prenant effet après le 31 janvier 1945 ».

Le dernier alinéa dudit article 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Aucune restriction n'est apportée au cumul, lorsque le total de la pension (indemnité spéciale temporaire comprise) et des émoluments alloués au titre du nouvel emploi, n'excède pas 150.000 F. ».

ART. 2. — L'article 12 de la loi du 30 avril 1920 portant modification de la législation des pensions civiles et militaires, remplacé par l'article 12 de l'acte dit loi du 3 juin 1941 complétant et modifiant la réglementation des cumuls est à nouveau modifié comme suit :

« Les titulaires de pension civile ayant servi au titre militaire pendant une guerre peuvent cumuler leur pension avec la solde militaire même mensuelle afférente à leur grade dans les armées de terre, de mer ou de l'air. Le cumul n'est autorisé, toutefois, que jusqu'à concurrence de 100.000 F. ou du dernier traitement ayant servi de base à la liquidation de la pension si ce traitement est supérieur à 100.000 F. La même disposition est applicable aux retraités bénéficiaires de pension concédée soit par l'Etat, soit par l'une des collectivités ou entreprises énumérées à l'article 1^{er} du décret-loi du 29 octobre 1936 relatif au cumul ».

ART. 3. — Les dispositions du décret du 30 juin 1934 concernant les règles de cumul de deux ou de plusieurs pensions sont également applicables aux pensions concédées par les collectivités ou entreprises énumérées à l'article 1^{er} du décret-loi du 29 octobre 1936, relatif au cumul d'emplois publics, de rémunérations et de retraites.

ART. 4. — L'article 8 de la loi validée du 31 octobre 1941 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les titulaires de plusieurs pensions fondées sur la durée des services, concédées ou non en vertu de régimes de retraites différents et ouvrant droit à l'indemnité spéciale temporaire prévue aux articles qui précèdent, se verront appliquer, pour chacune d'elles, l'indemnité du barème dont elles revèlent et correspondant à leur montant, tel qu'il a été fixé après application des règles de cumul ».

Les articles 9 et 10 de ladite loi validée du 31 octobre 1941 sont abrogés.

ART. 5. — Les dispositions qui précèdent auront effet à compter du 1^{er} février 1945.

ART. 6. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 23 juillet 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre d'Etat

Jules JEANNENEY.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

Pierre-Henri TEITGEN.

Le Ministre des Affaires étrangères,

Georges BIDAULT.

Le Ministre de l'Intérieur,

A. TIXIER

Le Ministre de la Guerre,

A. DIETHELM.

Le Ministre de l'Air,

Charles TILLON.

Le Ministre de la Production Industrielle,

Robert LACOSTE.

Le Ministre de la marine,

Louis JACQUINOT.

Le Ministre des Colonies,

P. GIACOBBI.

Le Ministre de l'Economie nationale et des Finances,

R. PLEVEN.

Le Ministre de l'Agriculture,

Ministre du ravitaillement p. i.

Tanguy PRIGENT.

Le Ministre de l'Agriculture,

Tanguy PRIGENT.

Le Ministre de l'Education nationale,

René CAPITANT.

Le Ministre des Travaux publics et des Transports,

René MAYER.

Le Ministre de la Santé publique,

François BILLOUX.

Le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale,

Alexandre PARODI.

Le Ministre de l'Information,

Jacques SOUSTELLE.

Le Ministre des Postes, Télégraphes

et Téléphones,

Eugène Thomas.

Le Ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,

Raoul DAUTRY.

Le Ministre des Prisonniers, Déportés et Réfugiés,

Henri FRENAY.

Traitements et indemnités

ARRETE No 506 Cab. du 10 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'ordonnance No 45-1530 du 11 juillet 1945 relative à la révision des traitements des fonctionnaires des cadres généraux des colonies, promulguée au Togo le 21 août 1945;

Vu le bordereau No 31.446 du 7 août 1945 du ministère des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance No 45-1667 du 29 juillet 1945 relative aux traitements et indemnités des fonctionnaires civils rémunérés sur le budget de l'Etat en service en Afrique du Nord ou aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 10 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Vu l'ordonnance no 45-14 du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu l'ordonnance du 17 mars 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires en résidence en Algérie, en Tunisie et au Maroc;

Vu l'ordonnance no 45-1530 du 11 juillet 1945 relative à la révision des traitements des fonctionnaires des cadres généraux des colonies;

Le comité juridique entendu,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires civils rémunérés sur le budget de l'Etat et en service en Afrique du Nord ou aux colonies perçoivent les traitements et indemnités fixés par les décrets pris en application des articles 4, 5 et 7 de l'ordonnance no 45-14 du 6 janvier 1945.

ART. 2. — Les dispositions des articles 9 et 10 de l'ordonnance du 6 janvier 1945 relatives au pécule sont applicables aux fonctionnaires en service en Afrique du Nord.

Les fonctionnaires en service aux colonies reçoivent en cette matière application des mêmes dispositions que les fonctionnaires des cadres généraux en service dans les mêmes territoires.

ART. 3. — Lorsqu'ils sont en service en Afrique du Nord, les fonctionnaires visés à l'article 1^{er} bénéficient d'une majoration spéciale calculée dans les mêmes conditions que celle appliquée aux traitements des fonctionnaires rémunérés sur le budget du territoire où ils exercent leurs fonctions.

Lorsqu'ils sont en service aux colonies, les fonctionnaires visés à l'article 1^{er} bénéficient des mêmes majorations de leur traitement de base et des mêmes indemnités attachées à la résidence que les fonctionnaires des cadres généraux des colonies en service dans les mêmes territoires.

ART. 4. — Des décrets pris sur le rapport du ministre des finances fixeront les taux et conditions d'attribution des allocations de caractère familial susceptibles d'être accordées aux fonctionnaires et agents qui font l'objet de la présente ordonnance.

ART. 5. — Les dispositions qui précèdent sont applicables à compter du 1^{er} février 1945 pour les fonctionnaires en service en Afrique du Nord et du 15 avril 1945 pour ceux en service aux colonies.

ART. 6. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 29 juillet 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Finances,
R. PLEVEN.

Amendes pénales

ARRETE No 501 Cab. du 10 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général No 2167 AP. du 20 juillet 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret No 45-1096 du 30 mai 1945 étendant aux colonies autres que les Antilles, la Réunion, l'Union Indochinoise et les Etablissements français de l'Inde, les dispositions des actes validés relatifs au taux des amendes pénales.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 10 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

DECRET No 45-1096 du 30 mai 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'article 18 du sénatus consulte du 3 mai 1854;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et du ministre des colonies,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarés applicables aux territoires autres que la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, l'Union indochinoise et les établissements français de l'Inde, les actes validés de l'autorité de fait se disant gouvernement de l'état français dits :

Loi du 12 septembre 1941 modifiant la loi du 5 août 1899 sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit;

Loi du 13 novembre 1941 modifiant les articles 172 et 179 du code d'instruction criminelle;

Loi du 5 février 1944 relative au taux de certaines amendes.

ART. 2. — Sous réserve du maintien des dispositions des articles 172 et 179 du code d'instruction criminelle modifiés par la loi validée du 13 novembre 1941, les différents taux applicables aux amendes pénales en vertu de l'article 1^{er} du décret validé du 29 décembre 1941, modifié par le décret validé du 24 juin 1942, sont, dans toutes les dispositions législatives antérieures à l'entrée en vigueur du décret validé du 29 décembre 1941, substitués aux taux d'amendes correspondants, applicables, en vertu desdites dispositions, lesquelles doivent être regardées comme modifiées de plein droit à cet égard par ledit décret et ne peuvent désormais être visées que sous cette teneur nouvelle.

ART. 3. — Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mai 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
François de MENTHON.

LOI no 3916 du 12 septembre 1941.

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,
Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 8 de la loi du 5 août 1899 sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit, modifiée par les lois des 11 juillet 1900 et 23 mars 1908, sont modifiés comme suit :

« Cessent d'être inscrites au bulletin No 3 délivré au simple particulier :

« 1^{re} — Deux ans après l'expiration de la peine corporelle, la condamnation unique à moins de six jours d'em-

prisonnement, ou à cette peine jointe à une amende ne dépassant pas 300 francs, deux ans après qu'elle sera devenue définitive la condamnation unique à une amende ne dépassant pas 600 francs; deux ans après le jugement déclaratif de faillite;

« 2^e — Cinq ans après l'expiration de la peine corporelle, la condamnation unique à six mois ou moins de six mois d'emprisonnement ou à cette peine jointe à une amende; cinq ans après qu'elles seront devenues définitives, les condamnations à une amende supérieure à 600 francs ».

ART. 2. — Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent qu'aux condamnations prononcées pour faits postérieurs à l'entrée en vigueur de la loi du 26 juillet 1941, fixant le taux des amendes pénales.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi d'Etat.

Fait à Vichy, le 12 septembre 1941.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :
Le Garde des Sceaux,
Ministre Secrétaire d'Etat à la Justice,
Joseph BARTHÉLÉMY.

LOI n° 4764 du 13 novembre 1941.

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,
Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa 1^{er} de l'article 172 du code d'instruction criminelle est modifié comme suit :

« Les jugements rendus en matière de police pourront être attaqués par la voie de l'appel lorsqu'ils prononceront un emprisonnement ou lorsque les amendes, restitutions et autres réparations civiles excéderont la somme de cinquante francs (50 francs), outre les dépens ».

ART. 2. — L'article 179 du code d'instruction criminelle est modifiée comme suit :

« Les tribunaux de première instance en matière civile connaîtront, en outre, sous le titre des tribunaux correctionnels, de tous les délits forestiers, poursuivis à la requête de l'administration, sauf réserve des infractions déferées aux juges de paix en vertu de l'article 171 du code forestier, et de tous les délits dont la peine excède cinq jours d'emprisonnement et deux cents francs (200 francs) d'amende ».

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 13 novembre 1941.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :
Le Garde des Sceaux,
Ministre Secrétaire d'Etat à la Justice,
Joseph BARTHÉLÉMY.

LOI n° 57 du 5 février 1944.

Le Chef du Gouvernement,

Vu les actes constitutionnels n°s 12 et 12 bis;

Le Conseil du Cabinet entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La loi du 26 juillet 1941, fixant le taux des amendes pénales est complétée par un article 1^{er} bis, ainsi conçu :

« Article premier bis. — Les lois en vigueur, fixant des amendes pénales calculées selon la valeur des journées de travail sont modifiées en ce sens que l'amende encourue sera dorénavant de 12 à 60 francs pour chaque journée de travail prévue par le texte actuel ».

ART. 2. — L'article 6 du titre II du décret des 28 septembre et 6 octobre 1791, concernant les biens et usages ruraux et la police rurale est modifié comme suit :

« Art. 6. — Les infractions mentionnées au présent décret, qui entraîneraient une détention de plus de cinq jours, seront jugées par voie de simple police, quel que soit le taux de l'amende encourue, par dérogation aux dispositions de l'article 137 du code d'instruction criminelle ».

ART. 3. — Les infractions commises avant l'entrée en vigueur du présent décret seront réprimées conformément à la législation antérieure.

ART. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 5 février 1944.

Pierre LAVAL.

Par le Chef du Gouvernement :

Le Garde des Sceaux,
Ministre Secrétaire d'Etat à la Justice,
Maurice GABOLDÉ.

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances,
Pierre CATHALA.

Muséum d'histoire naturelle

ARRETE N° 502 Cab. du 10 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général n° 2.456 AP. du 10 août 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance n° 45-1358 du 20 juin 1945 portant création d'emplois rattachés aux chaires coloniales du Muséum d'Histoire Naturelle.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 10 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies, du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes;

Le comité juridique entendu,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sont créés au Muséum d'histoire naturelle les emplois de sous-directeurs, assistants et aides-techniques ci-après désignés :

Chaire des pêches et productions coloniales d'origine animale :

Un sous-directeur de laboratoire, un assistant, deux aides-techniques;

Chaire d'agronomie coloniale :

Un sous-directeur de laboratoire, un assistant, un aide-technique.

Chaire d'entomologie agricole coloniale :

Un assistant, un aide-technique.

ART. 2. — Les emplois énumérés à l'article 1^{er} seront intégralement rétribués au moyen de fonds de concours versés par les colonies au Muséum. Ils seront supprimés si le Muséum ne reçoit pas les fonds de concours suffisants.

ART. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 20 juin 1945.

Ch. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,

P. GIACOBBI.

Le ministre des finances,

R. PLEVEN.

Le Ministre de l'éducation nationale,

René CAPITANT.

Films cinématographiques

ARRETE N° 503 Cab. du 10 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général n° 2455 AP. du 10 août 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1^o — l'ordonnance n° 45-1464 du 3 juillet 1945 ayant pour objet de subordonner à un visa la représentation et l'exportation des films cinématographiques;

2^o — le décret n° 45-1472 du 3 juillet 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance n° 45-1464 du 3 juillet 1945 précitée.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 10 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

ORDONNANCE n° 45-1464 du 3 juillet 1945.

Le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Sur le rapport du ministre de l'information,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Le comité juridique entendu,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — La représentation et l'exportation des films cinématographiques sont subordonnées à l'obtention de visas délivrés par le ministre de l'information.

ART. 2. — La délivrance des visas prévus par la présente ordonnance pourra être assujettie au paiement d'une taxe d'Etat.

ART. 3. — Indépendamment de la saisie administrative du film, sera punie d'une amende de 1.000 frs. à 1 million de francs, toute infraction aux prescriptions de la présente ordonnance et des textes pris pour son application et, notamment :

La mise en circulation ou la représentation d'un film cinématographique sans visa d'exploitation ou en violation des conditions stipulées au visa;

L'exportation d'un film cinématographique impressionné ou la cession ou concession de droits d'exploitation à l'étranger d'un film sans visa d'exportation ou en violation des conditions stipulées au visa.

Le jugement pourra, en outre, prononcer à l'encontre du délinquant l'interdiction temporaire ou définitive d'exercer soit une fonction dirigeante, soit toute activité dans l'industrie cinématographique et condamner solidairement au paiement de l'amende la personne physique dont il était le préposé ou la personne morale dont il était soit le préposé, soit le dirigeant.

La publication du jugement par affichage et insertion dans les journaux pourra également être ordonnée aux conditions prévues par l'article 421 du code pénal.

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions législatives ou réglementaires contraires à celles de la présente ordonnance.

ART. 5. — Un règlement d'administration publique déterminera les modalités d'application de la présente ordonnance et, notamment le taux et les conditions d'assiette et de perception de la taxe instituée à l'article 2 ci-dessus.

ART. 6. — La présente ordonnance, applicable à l'Algérie et aux colonies, sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 3 juillet 1945.

C. de GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre de l'Information,
Jacques SOUSTELLE.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Pierre-Henri TEITGEN.

Le ministre de l'Intérieur,
A. TIXIER

*Le Ministre de l'Economie nationale
et des Finances p. i.,*
R. PLEVEN.

Le Ministre des colonies,
P. GIACOBBI.

DECRET n° 45-1472 du 3 juillet 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre de l'Information;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 3 juillet 1945 ayant pour objet de subordonner à un visa la représentation et l'exportation des films cinématographiques, et notamment l'article 5 ainsi conçu :

« Un règlement d'administration publique déterminera les modalités d'application de la présente ordonnance et notamment le taux et les conditions d'assiette et de perception de la taxe instituée à l'article 2 ci-dessus »;

Le conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué au ministère de l'Information une commission de contrôle des films cinématographiques comprenant :

Un président désigné par le ministre de l'Information parmi les hauts fonctionnaires en activité ou en retraite;

Sept membres titulaires et sept membres suppléants, représentant respectivement la présidence du Gouvernement (défense nationale), les ministères de l'Information, de l'Intérieur, des affaires étrangères, des colonies, de l'éducation nationale et de la santé publique (famille);

Sept membres titulaires et sept membres suppléants, désignés par le ministre de l'Information, respectivement sur la proposition des organisations les plus représentatives des auteurs, des réalisateurs, des producteurs, des distributeurs, des exploitants, des spectateurs et des critiques cinématographiques.

Chaque fois qu'il apparaît utile, assistent, avec voix consultative, aux séances de la commission sur convocation du président, des représentants d'administrations publiques autres que celles prévues au paragraphe 2 du présent article.

Le directeur général de la cinématographie peut assister en personne ou se faire représenter à toutes les séances de la commission.

ART. 2. — La commission peut être saisie de projets de film établis sous forme de synopsis, scénario ou découpage.

Elle émet alors un avis de caractère provisoire dans lequel elle exprime toutes observations utiles.

Lorsque la commission est saisie d'un projet de film établi sous forme de découpage, elle émet un avis de caractère définitif si elle estime être en mesure d'apprécier exactement le film qui sera réalisé.

ART. 3. — Le visa d'exploitation ne peut être demandé que pour un film dont la réalisation est entièrement terminée.

La demande doit être faite quinze jours au moins avant la première présentation en public, par le producteur ou par un mandataire habilité à cet effet.

A l'appui de la demande doivent être remis : Une copie positive du film dans la version exacte et intégrale où il doit être exploité en France;

Le découpage dialogué dans sa forme intégrale et définitive;

Le récépissé de versement provisionnel de la redevance prévue à l'article 7 ci-dessous.

ART. 4. — Les films produits en tout ou partie en dehors du territoire français doivent, préalablement à l'accomplissement des formalités prévues à l'article 3 ci-dessus, être présentés à la commission — à moins que celle-ci n'en décide autrement — dans la version exacte et intégrale où ils ont été ou sont projetés dans le pays d'origine.

Doivent être remis en même temps, si cette version est en langue étrangère :

Le texte et la traduction juxtalinéaire en français du titre et du dialogue et le cas échéant des sous-titres, de la version originale;

Le texte des sous-titres français que doit comporter la version exploitée en France.

La délivrance du visa d'exploitation aux films produits en tout ou partie en dehors du territoire français est, en tout état de cause, subordonnée à l'accord du ministre de l'économie nationale et du ministre des finances.

ART. 5. — L'exploitation d'un film postsynchronisé dans une langue différente de celle de la version originale est subordonnée à l'obtention d'un visa distinct de celui délivré pour l'exploitation du film dans ladite version originale.

Le visa d'exploitation en version postsynchronisée ne peut être accordé que s'il a été satisfait aux conditions suivantes :

1^o — La postsynchronisation du film a été préalablement autorisée par le ministre de l'information, sur présentation de la version originale dans les formes prévues à l'article 4 ci-dessus, et après accord du ministre de l'économie nationale et du ministre des finances;

2^o — La postsynchronisation a été entièrement réalisée dans des studios situés en territoire français;

3^o — A la date à laquelle le visa d'exploitation est régulièrement demandé dans les formes prévues à l'article 3 ci-dessus, un délai de deux ans au plus est écoulé depuis la première représentation en public du film dans la version originale, quel que soit le pays où cette représentation a eu lieu; toutefois, des dérogations à cette règle pourront être accordées pour les films anciens présentant un intérêt exceptionnel du point de vue artistique ou technique.

ART. 6. — Le visa d'exploitation vaut autorisation de représenter le film sur tout le territoire pour lequel il est délivré; toutefois, des limitations peuvent être édictées en ce qui concerne l'exploitation des films qui n'ont pas été entièrement produits en territoire français.

Le visa d'exploitation mentionne si le film est autorisé pour tous les publics ou s'il est interdit aux mineurs de seize ans.

A moins que la validité du visa n'ait été prorogée par le ministre de l'information sur la proposition de la commission prévue à l'article 1^{er} ci-dessus, le film ne pourra, à l'expiration d'un délai de sept ans après sa mise en exploitation, être projeté que dans des salles spécialisées dans la présentation de films de répertoire.

ART. 7. — La délivrance du visa d'exploitation est subordonnée au paiement d'une taxe proportionnelle au métrage du film dont le taux est fixé à 0 fr. 50 le mètre.

Le versement de la taxe est effectué entre les mains du conservateur du registre public de la cinématographie, agissant en qualité de régisseur de recettes pour le compte du Trésor.

ART. 8. — Le ministre de l'information décide de la délivrance du visa d'exploitation, sur avis de la commission instituée à l'article 1^{er} ci-dessus.

A l'égard de tout film entièrement produit en territoire français, la décision de refuser le visa ou d'en subordonner la délivrance à des modifications ou coupures, ou d'en interdire la représentation aux mineurs de seize ans, ne peut être prise, pour ce qui concerne le territoire métropolitain, que sur la proposition motivée de la commission prévue à l'article 1^{er} ci-dessus.

ART. 9. — Toute exportation de film ou document cinématographique, toute cession ou concession, même au profit d'un Français, des droits d'exploitation d'un film à l'étranger, est subordonnée à l'obtention d'un visa d'exportation.

Le ministre de l'information décide de la délivrance du visa d'exportation, après avis de la commission instituée à l'article 1^{er} ci-dessus et accord du ministre de l'économie nationale et du ministre des finances.

Le visa précise la nature des droits d'exploitation pour lesquels l'autorisation est accordée et les conditions de règlement admises.

ART. 10. — Aucun film ne peut recevoir de visa d'exploitation ou d'exportation s'il n'a été préalablement immatriculé au registre public de la cinématographie.

ART. 11. — Les dispositions des articles précédents ne sont applicables ni aux films d'actualités, ni aux films publicitaires, ni aux films exclusivement destinés à des représentations non commerciales: ils seront soumis au visa dans les conditions déterminées par arrêté ministériel.

ART. 12. — Aucun film ne peut être représenté en public sans que l'indication de la nature, du numéro et de la date du visa soit projetée sur l'écran aussitôt après le titre du film.

ART. 13. — Tout film produit en tout ou partie en dehors du territoire français doit présenter, au début de chaque projection, l'indication de son pays d'origine, des studios où il a été réalisé et les noms des collaborateurs techniques.

En outre, s'il s'agit d'un film postsynchronisé dans une langue différente de celle de la version originale, il doit, au début de chaque projection, être présenté comme film postsynchronisé, avec son titre en langue originale, s'il est différent du titre sous lequel il est présenté, indiquer les noms des artistes interprétant respectivement la partie visuelle et la partie parlée et préciser la commune française dans laquelle la postsynchronisation a été effectuée.

ART. 14. — Des duplicata de visa — ou des carnets de passage comportant autant de bons que de passages autorisés — sont délivrés pour chaque film ayant reçu le visa d'exploitation.

Aucune copie de film ne peut être livrée à un exploitant sans être accompagnée d'un duplicata de visa ou d'un bon extrait de carnet de passage, mentionnant le cas échéant les conditions particulières auxquelles la délivrance du visa a été subordonnée.

Le duplicata ou le bon doit être présenté à toute réquisition des autorités de police ou des personnes dûment habilitées pour le contrôle conformément à l'article 17 ci-dessous.

ART. 15. — Lorsque le visa d'exploitation délivré pour un film spécifie qu'il est interdit aux mineurs de 16 ans, mention doit en être faite, dans les conditions qui seront fixées par arrêté ministériel, à l'entrée de toute salle où ledit film est présenté et dans toute publicité le concernant.

ART. 16. — Tout film doit être présenté au public, dans la forme où il a été soumis au contrôle, sans autre coupure, adjonction ou modification que celles qui auraient été admises ou prescrites lors de la délivrance du visa d'exploitation et en respectant toutes les conditions auxquelles elle a été subordonnée.

ART. 17. — Les membres de la commission instituée à l'article 1^{er} ci-dessus et les agents habilités à cet effet par le ministre de l'information ont librement accès, sur présentation d'une carte de service, dans les salles et en tous lieux où sont données des représentations cinématographiques publiques, payantes ou non.

ART. 18. — Les visas pour représentation de films délivrés antérieurement à la publication du présent décret ne seront plus valables après le 30 septembre 1945.

Les films pourvus, à la date de publication du présent décret, d'un visa pour représentation délivré à Paris par les services habilités à cet effet par le Gouvernement provisoire de la République française, recevront de plein droit et sans être assujettis au paiement de la taxe prévue à l'article 7 ci-dessus, un nouveau visa d'exploitation, à la condition :

1^o — Que le film ait été dûment immatriculé au registre public de la cinématographie;

2^o — Qu'en outre, s'il s'agit d'un film produit en tout ou partie en dehors du territoire français, le ministre de l'économie nationale et le ministre des finances aient donné leur accord à la délivrance du nouveau visa.

La validité du nouveau visa sera limitée conformément aux dispositions de l'article 6 ci-dessus; toutefois, le délai de sept ans à l'expiration duquel le film ne pourra plus, sauf dérogation, être projeté que dans des salles spécialisées, sera compté de la date à laquelle pour la première fois un visa lui aura été délivré pour représentation en France, si la date de mise en exploitation ne peut être établie.

ART. 19. — En cas d'inobservation des prescriptions du présent décret, et notamment en cas de production à l'appui de la demande de visa, de déclarations fausses en tout ou en partie, le ministre de l'information peut prononcer la nullité du visa, sans préjudice de l'application des pénalités prévues par l'ordonnance du 3 juillet 1945.

ART. 20. — Le ministre de l'information peut déléguer par arrêté les pouvoirs qu'il tient de l'ordonnance du 3 juillet 1945 et du présent décret.

ART. 21. — Le ministre de l'information, le ministre de l'intérieur, le ministre des affaires étrangères, le ministre des colonies, le ministre de l'éducation nationale, le ministre de la santé publique, le ministre de l'économie nationale et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 juillet 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre de l'Information,
Jacques SOUSTELLE.

Le Ministre des affaires étrangères,
Georges BIDAULT.

Le ministre de l'intérieur,
A. TIXIER.

Le Ministre de l'Economie nationale,
R. PLEVEN.

Le Ministre des Finances,
R. PLEVEN.

Le Ministre de l'Education nationale,
René CAPITANT

Le Ministre de la Santé publique,
François BILLOUX.

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

Listes électorales

ARRETE N° 507 Cab. du 11 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 9 août 1945 prescrivant en A.O.F. et au Togo une révision et l'établissement des listes électorales, promulgué au Togo le 17 août 1945;

Vu le radiotélégramme n° C. 331/AP. du 7 septembre 1945 du Gouverneur général, Haut-Commissaire;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 45-1960 du 30 août 1945 modifiant à titre exceptionnel, dans les territoires de l'A.O.F. et au Togo, en A.E.F., au Cameroun et à la Côte Française des Somalis, la condition de résidence exigée pour l'inscription des citoyens français sur les listes électorales.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes du Territoire.

Lomé, le 11 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre de l'économie nationale et des finances, chargé de l'intérim du ministère des colonies,

Vu le décret du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'article 14 de la loi du 5 avril 1884;

Vu les décrets des 3 janvier 1914 et 11 avril 1914 portant règlement d'administration publique pour l'application, dans certaines colonies, de la loi du 29 juillet 1913 ayant pour

objet d'assurer le secret et la liberté du vote ainsi que la sincérité des opérations électorales;

Vu le décret du 9 août 1945 prescrivant en Afrique occidentale française et au Togo une révision et l'établissement des listes électorales;

Vu le décret du 14 août 1945 prescrivant l'établissement des listes électorales en Afrique Equatoriale française, au Cameroun français et à la Côte française des Somalis,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — En Afrique occidentale française et au Togo, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et à la Côte française des Somalis, les citoyennes françaises et citoyens français non fonctionnaires, venant de la métropole et réunissant par ailleurs les conditions d'âge et de capacité légalement requises, peuvent, à titre exceptionnel et par dérogation aux dispositions de l'article 14 de la loi susvisée du 5 avril 1884 et des articles 1^{er} et 2 du décret susvisé du 3 janvier 1914, modifié le 11 avril 1914, être inscrits sur les listes électorales, au cours du second semestre de l'année 1945, lorsqu'ils ont leur domicile légal ou habitent dans les territoires susvisés depuis deux mois au moins.

ART. 2. — Toute demande d'inscription en vertu des dispositions de l'article 1^{er} devra être accompagnée d'une demande en radiation de la liste du domicile électoral antérieur dans la métropole. L'administration en assurera la transmission au maire dudit domicile dans les moindres délais. L'inscription a lieu immédiatement.

ART. 3. — Des arrêtés des Chefs des territoires intéressés fixeront les modalités d'application des dispositions qui précèdent.

ART. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, ainsi qu'aux *Journaux officiels* des colonies intéressées et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 30 août 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre de l'Economie nationale et des Finances,
ministre des colonies par intérim,

R. PLEVEN.

ARRETE N° 491 Cab. du 7 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. 1.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 9 août 1945 prescrivant en A.O.F. et au Togo une révision et l'établissement des listes électorales, promulgué au Togo le 17 août 1945;

Vu l'ordonnance du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'assemblée nationale constituante des terri-

toires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, promulguée au Togo le 1^{er} septembre 1945;

Vu le radiotélégramme N° C. 330 AP. du 5 septembre 1945 du Gouverneur général, Haut-Commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 45-1961 du 30 août 1945 prescrivant en ce qui concerne les non citoyens jouissant de l'électorat politique l'établissement des listes électorales en A.O.F., au Togo, en A.E.F., au Cameroun et à la Côte Française des Somalis pour l'application de l'ordonnance du 22 août 1945 susvisée.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de Postes.

Lomé, le 7 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du Ministre de l'Economie nationale et des Finances chargé de l'intérim du Ministère des colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du comité français de la Libération Nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 21 avril 1944 portant organisation des pouvoirs publics en France après la libération et notamment son article 32;

Vu l'ordonnance du 20 novembre 1944 portant adaptation aux territoires relevant du ministère des colonies des dispositions de l'ordonnance du 21 avril 1944 susvisée et notamment son article 9 (alinéa 1^{er}) ainsi conçu :

« des décrets pris en forme de règlements d'administration publique détermineront les conditions d'adaptation de l'ordonnance du 21 avril 1944 susvisée dans les territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion »;

Vu l'ordonnance du 7 juin 1945 instituant une nouvelle révision des listes électorales et organisant une procédure spéciale pour l'inscription de certaines catégories d'électeurs;

Vu l'ordonnance du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'assemblée nationale constituante des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 5 janvier 1910 fixant les conditions de l'électorat politique dans les territoires du Sénégal non érigés en communes de plein exercice;

Vu le décret du 19 février 1945 portant adaptation à l'A.O.F. et au Togo de certaines dispositions de l'ordonnance du 21 avril 1944 sur l'organisation des pouvoirs publics en France après la libération, modifié par le décret du 30 mai 1945;

Vu le décret du 9 août 1945 prescrivant en A.O.F. et au Togo une révision et l'établissement des listes électorales;

Vu le décret du 14 août 1945 prescrivant l'établissement des listes électorales en A.E.F. et au Cameroun français et à la Côte Française des Somalis;

Le Conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les sujets et administrés français des deux sexes de l'A.O.F. et du Togo, de l'A.E.F., du Cameroun et de la Côte Française des Somalis dont les conditions de l'électorat politique sont déterminées par l'ordonnance du 22 août 1945 sont inscrits sur des listes électorales distinctes de celles des citoyens français des deux sexes.

Ces listes électorales sont dressées et révisées selon la procédure et dans les conditions prévues au décret du 9 août 1945 pour l'Afrique Occidentale Française, et le Togo et au décret du 14 août 1945 pour l'A. E. F., le Cameroun et la Côte Française des Somalis sous réserve des modifications apportées par les articles 2 et 3 ci-après.

ART. 2. — La commission administrative instituée par la loi du 7 juillet 1874 est composée : 1^o en A.O.F. et au Togo, dans les communes de plein exercice, du maire ou d'un adjoint ou d'un conseiller municipal dans l'ordre du tableau, du représentant de l'administration et d'un électeur non citoyen désignés chaque année par le gouverneur de la colonie; dans les communes mixtes ou les cercles, de l'administrateur-maire ou du commandant de cercle et de deux électeurs dont l'un au moins est non citoyen, désignés chaque année par le gouverneur de la colonie ou du territoire; 2^o en A.E.F., de l'administrateur-maire ou du chef de département et de deux électeurs dont l'un au moins est un non citoyen désignés chaque année par le gouverneur chef de territoire; 3^o, au Cameroun, du chef de région, à la Côte française des Somalis, du chef de circonscription assisté de deux électeurs dont au moins un non citoyen désignés par le gouverneur.

ART. 3. — Pour l'instruction et le jugement des réclamations élevées à l'occasion de l'établissement ou de la révision de la liste électorale, la commission qui a dressé la liste s'adjoint deux autres électeurs dont un au moins non citoyen désignés avant qu'ait été commencé l'établissement ou la révision de ladite liste par le gouverneur de la colonie ou du territoire en A.O.F. et au Togo; par le gouverneur chef du territoire en A.E.F.; par le gouverneur au Cameroun et à la Côte française des Somalis.

Lorsque le chef de circonscription exerce les fonctions de juge de paix et à ce titre est appelé à connaître en appel des décisions de la commission prévue à l'alinéa ci-dessus il est suppléé à cette commission par son adjoint, ou, à défaut, par un fonctionnaire désigné par le gouverneur.

ART. 4. — Exceptionnellement l'établissement des listes électorales aura lieu au cours du deuxième semestre de l'année 1945. Pour l'A.O.F. et le Togo et pour l'A.E.F. un arrêté du gouverneur général, pour le Cameroun et pour la Côte française des Somalis, un arrêté du gouverneur fixe la date à partir de laquelle sont effectuées ces opérations et les délais de procédure applicables.

ART. 5. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *journal officiel* de la République française ainsi qu'aux *journaux officiels* des colonies intéressées et inséré au *bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 30 août 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le Ministre de l'Economie nationale et des Finances,
ministre des colonies par intérim,

R. PLEVEN.

Droits de Sceau

RECTIFICATIF à l'ordonnance du 20 janvier 1945, portant majoration des droits de sceau établis par le décret du 31 août 1937 (publié au J.O. du Togo du 16 juin 1945 — Page 298).

Au lieu de :

A l'article premier. — . . . 90 centimes.

Lire :

90 décimes.

Le reste sans changement.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Personnel auxiliaire

Prime de fin d'engagement

ARRETE No 445 P. du 23 août 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté no 106 du 16 février 1942 rendant applicables aux agents contractuels et employés auxiliaires permanents rémunérés sur le budget local ou le budget de l'Exploitation du Chemin de fer et du wharf du Togo, les dispositions de l'arrêté no 4451/P. du 17 décembre 1941 portant institution d'un pécule des agents contractuels et auxiliaires permanents de l'A.O.F.;

Vu l'arrêté général no 3559/P. du 7 octobre 1943 instituant une prime de fin d'engagement en faveur des agents auxiliaires permanents de l'A.O.F.;

Vu l'arrêté général no 1.023 F/2 du 6 avril 1944 concernant la situation des auxiliaires;

Vu le règlement intérieur du 24 février 1944 concernant le personnel auxiliaire des cercles, bureaux et services du territoire du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'arrêté général no 1415/P. du 11 mai 1945 du Gouverneur général de l'A.O.F. complétant l'article premier de l'arrêté général no 3559/P. du 7 octobre 1943 fixant les conditions d'attribution d'une prime de fin d'engagement aux agents auxiliaires entretenus sur les fonds du budget général et des budgets annexes de l'A.O.F., sont applicables aux agents auxiliaires et employés permanents rémunérés sur le budget local et le budget annexe de l'Exploitation de Chemin de fer et du wharf du Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 23 août 1945.

P. Le Commissaire de la République et p. o.,
Le Secrétaire général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,

H. GAUDILLÔT.

1415/p. — Par arrêté du Gouverneur général de l'Afrique occidentale française du 11 mai 1945 pris en commission permanente du Conseil de Gouvernement, l'article 1^{er} de l'arrêté n° 3559/p. du 7 octobre 1943 est complété comme suit :

« d (nouveau). Les primes prévues aux paragraphes a), b) et c) seront payées à tout agent qui quitte définitivement l'Administration (démission ou licenciement) pour toute autre cause que par mesure disciplinaire ;

« e (nouveau). En cas de décès de l'ayant droit, il pourra être payé aux veuves ou aux orphelins âgés de moins de 21 ans :

« 1^o — Si le de cujus était titulaire, ou pouvait prétendre au paiement d'une allocation viagère :

« Une allocation annuelle égale à la moitié de celle que percevait ou aurait perçue le de cujus au moment de son décès.

« Cette allocation est versée par parts égales. Elle est viagère pour les veuves et perçue jusqu'à la majorité seulement pour les enfants ;

« 2^o — Si le de cujus ne remplissait pas à la date de son décès les conditions exigibles pour prétendre à une allocation viagère :

« Une prime une fois payée égale à la moitié de celle à laquelle pouvait prétendre le de cujus au moment de son décès.

« Cette prime est versée par parts égales aux veuves et aux orphelins âgés de moins de 21 ans ».

Réglementation des prix

N° 2.508 SE. — Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

14 août 1945. — L'arrêté du 8 septembre 1943 sur la réglementation des prix est ainsi complété :

« Art. 10 (troisième alinéa nouveau). — Lorsqu'il s'agira de marchandises de la réserve fédérale expédiées par un grossiste de Dakar à un autre grossiste de l'une des colonies du groupe ou du territoire du Togo, le multiplicateur à appliquer au prix de revient licite pour obtenir la marge limite sera réparti par moitié entre les deux grossistes.

« La remise du détaillant reste maintenue ».

Colis postaux

ARRETE N° 2642 DT. du 29 août 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F., modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925 ;

Vu le décret du 31 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, promulgué en A.O.F. par arrêté du 15 janvier 1913 et les modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 23 octobre 1941, portant organisation du service des transmissions de l'A.O.F., promulgué par arrêté n° 4.190 AP. du 3 décembre 1941 ;

Vu l'arrêté n° 1.905 DT. du 1^{er} juin 1942, fixant les taxes accessoires et indemnités du service des colis postaux ;

Vu la communication n° 1.251 TR. en date du 30 juin 1945, du ministère des colonies ;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans le régime impérial et dans le régime intérieur (pour les échanges par la voie maritime) le droit territorial de départ ou d'arrivée revenant à l'AOF et entrant dans le calcul des taxes de transport des colis postaux est fixé ainsi qu'il suit :

- 3.71 frs. français par colis jusqu'au poids de 1 kg.
- 4.94 frs. français par colis de plus de 1 kg. jusqu'à 3 kgs.
- 6.18 frs. français par colis de plus de 3 kg. jusqu'à 5 kgs.
- 9.35 frs. français par colis de plus de 5 kg. jusqu'à 10 kgs.
- 14. — frs. français par colis de plus de 10 kg. jusqu'à 15 kgs.
- 17.68 frs. français par colis de plus de 15 kgs. jusqu'à 20 kgs.

ART. 2. — Dans le régime impérial et dans le régime intérieur (pour les échanges par la voie maritime) le droit maritime revenant aux compagnies de navigation pour le transport des colis postaux est fixé, en francs français comme suit :

| ECHELONS DE DISTANCES | COUPURES DE POIDS | | | | | |
|--|-------------------|--------|--------|---------|---------|---------|
| | 1 kgr. | 3 kgs. | 5 kgs. | 10 kgs. | 15 kgs. | 20 kgs. |
| Jusqu'à 500 milles marins | 3,28 | 4,92 | 5,74 | 9,84 | 14,76 | 19,68 |
| de 501 à 1.000 milles marins | 4,92 | 6,96 | 8,20 | 14,76 | 22,14 | 29,52 |
| de 1.001 à 2.000 — | 6,56 | 9,02 | 10,66 | 19,68 | 29,52 | 39,36 |
| de 2.001 à 3.000 — | 8,20 | 10,66 | 13,12 | 23,78 | 36,08 | 47,56 |
| de 3.001 à 4.000 — | 9,84 | 13,12 | 16,40 | 29,32 | 44,28 | 59,04 |
| de 4.001 à 5.000 — | 11,48 | 15,58 | 19,68 | 35,26 | 53,30 | 70,52 |
| de 5.001 à 6.000 — | 13,12 | 18,04 | 22,96 | 41,00 | 61,50 | 82,00 |
| de 6.001 à 7.000 — | 14,76 | 20,50 | 26,24 | 46,74 | 70,52 | 93,48 |
| de 7.001 à 8.000 — | 16,40 | 22,96 | 29,52 | 52,48 | 78,72 | 104,96 |
| de 8.001 à 9.000 — | 18,04 | 25,42 | 32,60 | 58,22 | 87,74 | 116,44 |
| de 9.001 à 10.000 — | 19,68 | 27,88 | 36,08 | 63,96 | 95,94 | 127,92 |
| de 10.001 à 11.000 — | 21,32 | 30,34 | 39,36 | 69,70 | 104,96 | 139,40 |
| de 11.001 à 12.000 — | 22,96 | 32,88 | 42,64 | 75,44 | 113,16 | 150,88 |
| de 12.001 à 13.000 — | 24,60 | 35,26 | 45,92 | 81,18 | 122,18 | 162,36 |
| de 13.001 à 14.000 — | 26,24 | 37,72 | 49,20 | 86,92 | 130,38 | 173,84 |
| de 14.001 à 15.000 — | 27,88 | 40,18 | 52,48 | 92,66 | 139,40 | 185,32 |

ART. 3. — Le tableau des taxes accessoires et indemnités afférentes aux colis postaux figurant à l'article 3 de l'arrêté n° 1905 DT. du 28 mai 1942, est rem-

placé, en ce qui concerne le régime intérieur et le régime impérial, par le suivant :

| | REGIME INTÉRIEUR | REGIME IMPÉRIAL |
|--|---------------------|--------------------|
| 1° — Affranchissement de l'avis d'arrivée d'un colis postal | 2 Frs. | 2 Frs. |
| 2° — Droit postal de dédouanement d'un colis postal | | 1,70 |
| 3° — Taxe d'un avis de réception demandé au moment du dépôt d'un colis postal | 4 — | 4,— |
| 4° — Taxe d'un avis de réception demandé postérieurement au dépôt d'un colis postal | 6 — | 6,— |
| 5° — Demande de renseignements concernant un colis postal | 6 — | 6,— |
| 6° — Droit de réemballage | 5 — | 5,— |
| 7° — Droit de commission sur les colis francs de droits | | 3,30 |
| 8° — Droit de magasinage (perçu à compter du 6 ^e jour, maximum 100 frs.) par jour | 0,50 | 0,50 |
| 9° — Droit fixe perçu sur les colis postaux contre remboursement : | | |
| A) lorsque le règlement a lieu dans la forme ordinaire | | 6,60 |
| B) lorsque le montant du remboursement est à verser à un compte courant postal | | 3,30 |
| (Dans le régime intérieur les droits sont ceux afférents aux paquets postaux contre remboursement) | | |
| 10° — Indemnité en cas de perte, spoliation ou avarie : par colis ordinaire : | | |
| Jusqu'à 1 kg. | 165 | 165 |
| Au dessus de 1 kg. jusqu'à 3 kgs. | 245 | 245 |
| — — de 3 — — 5 — | 410 | 410 |
| — — de 5 — — 10 — | 655 | 655 |
| — — de 10 — — 15 — | 900 | 900 |
| — — de 15 — — 20 — | 1.150 | 1.150 |
| 11° — Droit d'assurance d'un colis postal avec déclaration de valeur : | | |
| par 1.000 frs. ou fraction de 1.000 frs. | 1,50 | |
| (les colis postaux du régime impérial sont soumis au droit prévu à l'article 37, paragraphe 1 ^{er} de l'arrangement international). | | |
| 12° — Taxe d'express (lorsque le pays de destination admet la remise des avis par express) | | 13,20 |

ART. 4. — Le présent arrêté, qui prendra effet le 1^{er} septembre 1945, annule toutes dispositions antérieures contraires.

Il sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 29 août 1945.

P. COURNARIE.

Listes électorales

ARRETE N° 2.716 AP. du 5 septembre 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement Général de l'A.O.F., modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par décret du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 3 mars 1920 fixant les délais d'application en A.O.F. des lois, décrets et arrêtés du pouvoir central et du Gouvernement Général;

Vu l'ordonnance du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'Assemblée nationale constituante des territoires d'outre-mer relevant du Ministère des Colonies;

Vu l'arrêté 2.667 AP. du 30 août 1945 relatif à l'inscription sur les listes électorales au titre des non citoyens, des sujets et administrés français des deux sexes âgés de 21 ans et appartenant aux diverses catégories énumérées à l'article 5 de l'ordonnance du 22 août 1945;

Vu le décret du 30 août 1945 prescrivant en ce qui concerne les non citoyens jouissant de l'électorat politique, l'établissement des listes électorales en A.O.F. notamment pour l'application de l'ordonnance du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'Assemblée nationale constituante des territoires d'outre-mer relevant du Ministère des Colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1^{er}, 2 et 7 de l'arrêté 2.667 du 30 août 1945 susvisé sont modifiés comme suit :

« *Article premier.* — La liste électorale des non citoyens des deux sexes, âgés de 21 ans et appartenant aux diverses catégories énumérées à l'article 5 de l'ordonnance du 22 août 1945 est dressée :

a) dans chaque cercle ou commune mixte par une commission administrative composée de l'Administrateur-Commandant le Cercle ou de l'Administrateur-Maire et de deux non citoyens susceptibles d'être inscrits comme électeurs, désignés par le Chef de la Colonie ou du Territoire;

b) dans les communes de plein exercice (Dakar, Rufisque, St. Louis), par une commission administrative composée du Délégué du Gouverneur du Sénégal pour St. Louis et du Délégué de l'Administrateur de la Circonscription de Dakar pour Dakar et Rufisque, du Maire de la commune ou d'un adjoint au Maire ou d'un Conseiller Municipal dans l'ordre du tableau, et d'un non citoyen susceptible d'être inscrit comme électeur, désigné par le Gouverneur du Sénégal pour St. Louis et l'Administrateur de la Circonscription de Dakar pour Dakar et Rufisque ».

« *Art. 2.* — Les listes sont déposées au Bureau de chaque cercle et à Dakar, Rufisque et St. Louis, aux Bureaux de la Mairie, dans les deux jours de leur établissement soit pour le 12 septembre minuit ».

« *Art. 7.* — Compte tenu des difficultés de communications, le tribunal ou le juge de paix peut être saisi par la voie télégraphique. Dans ce cas l'appel ou la réclamation est transmis par les soins de l'Administrateur commandant le Cercle ou de l'Administrateur-Maire qui donne récépissé à l'intéressé, lequel doit se présenter en personne. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux communes de plein exercice (Dakar, Rufisque et St. Louis) ».

ART. 2. — Les Gouverneurs des Colonies du Groupe, le Commissaire de la République au Togo et l'Administrateur de la Circonscription de Dakar sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera mis en application suivant la procédure d'urgence prévue par l'arrêté général du 3 mars 1920.

Dakar, le 5 septembre 1945.

P. COURNARIE.

(Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local N° 492 Cab. du 7 septembre 1945).

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Accession des indigènes à certains emplois publics

ARRETE N° 146 P. du 17 mars 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 17 novembre 1928 autorisant l'accession des indigènes non citoyens français originaires du Territoire du Togo placé sous le mandat de la France à certains emplois publics, promulgué par arrêté du 7 mars 1929;

Vu l'arrêté n° 130 du 11 mars 1929 fixant les conditions d'accession des indigènes non citoyens français à certains emplois publics;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté n° 130 du 11 mars 1929 susvisé est modifié comme suit :

« *Article premier (nouveau) :* La liste des emplois pouvant être attribués dans les cadres locaux européens du Togo aux indigènes non citoyens français originaires du Togo placé sous le Mandat de la France est fixée comme suit :

1° — Enseignement

Instituteur ou institutrice, instituteur ou institutrice principal, instituteur ou institutrice principal hors cl.

2° — Agriculture

Aide-conducteur, conducteur, conducteur principal, conducteur en chef.

3° — Travaux Publics

Dessinateur, dessinateur principal, chef dessinateur, chef dessinateur hors classe;

Comptable, comptable principal, chef comptable, chef comptable hors classe;

Surveillant, surveillant principal, chef surveillant, chef surveillant hors classe;

Ouvrier d'art, ouvrier d'art principal, chef ouvrier d'art, chef ouvrier d'art hors classe.

4° — Chemin de fer

Agent comptable, agent comptable principal;

Dessinateur, dessinateur principal;

Agent technique, agent technique principal;

Sous-chef de gare, chef de gare;

Contrôleur, contrôleur principal;

Chef de district, chef de district principal;

Ouvrier d'art, chef ouvrier d'art;

Sous-chef mécanicien, chef mécanicien.

5° — Service topographique

Géomètre-adjoint, géomètre, géomètre principal, géomètre en chef.

6° — Police

Inspecteur-adjoint, commissaire-adjoint, inspecteur;

Commissaire, inspecteur principal, commissaire principal.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 mars 1945.

J. NOUTARY.

(Approuvé par lettre du ministre des colonies en date du 10 juillet 1945).

Santé publique**ARRETE N° 446 F. du 23 août 1945.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 704 du 26 décembre 1939 réglementant dans toute l'étendue du territoire du Togo, l'exercice de la clientèle rémunérée par tout médecin, pharmacien ou chimiste militaire, fonctionnaire ou contractuel;

Vu l'arrêté N° 453/F. du 23 août 1943 portant majoration du taux de remboursement des journées de traitement dans les formations sanitaires;

Vu la lettre N° 575 s/s en date du 8 août 1945 du directeur local de la santé publique;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté N° 453/F. du 23 août 1943 susvisé est modifié comme suit :

A — Européens

| | |
|-------------------------------------|----------|
| 1 ^{re} Catégorie | 224 frs. |
| 2 ^e Catégorie | 168 — |
| 3 ^e Catégorie | 112 — |

B — Indigènes

1^{re} Catégorie. — Malades pourvoyant eux-mêmes à leur nourriture :

Hôpital des cercles de Lomé, Anécho et du centre 40 frs.

Hôpital des cercles de Sokodé et de Mango 20 —

2^e Catégorie : Malades nourris par l'Hôpital :

Hôpital des cercles de Lomé, Anécho et du centre 80 frs.

Hôpital des cercles de Sokodé et de Mango 50 —

ART. 2. — Le présent arrêté, qui aura effet pour compter du 1^{er} septembre 1945, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 août 1945.

P. le Commissaire de la République et par ordre,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,

H. GAUDILLOT.

Secours**ARRETE N° 447 F. du 23 août 1945.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'article 1^{er}, 1^{er} alinéa de l'ordonnance du 9 août 1944, portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes maintenant provisoirement en application l'acte dit arrêté du 22 octobre 1943 relatif à la réglementation des secours;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :**TITRE PREMIER****Caractères généraux des secours et différentes catégories de secours**

ARTICLE PREMIER. — Trois sortes de secours peuvent être accordés sur les fonds du budget local et du budget annexe du chemin de fer du Togo :

a) secours temporaires;

b) secours éventuels;

c) secours après décès.

La concession des secours temporaires et des secours éventuels constituant une mesure gracieuse, aucune réclamation ne peut être formulée contre les décisions comportant attribution ou rejet.

TITRE II**Des secours temporaires**

ART. 2. — Les secours temporaires sont alloués pour une période maximum de trois ans. Ils peuvent être renouvelés dans les formes et sous les conditions imposées pour une première concession.

Le taux en est fixé par année; ils sont payables par trimestre et à terme échu.

Ils peuvent être révoqués, à tout moment, au cours de la période d'allocation, s'il est constaté après enquête que la situation qui les a motivés a disparu.

Ils sont dans tous les cas, exclusifs des secours éventuels pendant leur période d'allocation.

ART. 3. — Hors le cas de cessation des services par suite de révocation ou toute autre mesure disciplinaire, les secours temporaires peuvent être accordés à d'anciens fonctionnaires, employés ou agents, à leurs veuves, à leurs orphelins ou à leurs ascendants.

ART. 4. — Le montant annuel du secours temporaire ne pourra dépasser, sauf cas envisagés à l'article 7 ci-après, 30.000 francs pour l'ancien fonctionnaire, et 20.000 francs pour la veuve, les orphelins ou les ascendants; il est fixé en tenant compte de la durée et de la qualité des services qui justifient l'allocation ainsi que de la situation des bénéficiaires établie après enquête.

ART. 5. — Un secours temporaire ne peut se cumuler soit avec une pension de l'Etat, ou de la Caisse Intercoloniale des retraites ou d'une caisse locale des retraites ou de la caisse nationale pour la vieillesse, soit avec une allocation accordée par application des arrêtés du Commissaire de la République au Togo nos 659 du 17 décembre 1937, et 112 du 20 février 1937 et actes modificatifs subséquents, que dans les deux cas suivants :

1^o — lorsque la pension ou allocation est inférieure à 30.000 francs pour l'ancien fonctionnaire et 20.000 francs pour la veuve, les orphelins ou les ascendants. Dans ce cas il pourra être alloué dans les conditions du présent arrêté un secours dont le montant joint à celui de la pension, compte tenu des indemnités spéciales temporaires et des majorations éventuelles autres que les majorations pour enfants et les allocations familiales, ne pourra dépasser les maxima ci-dessus.

2^o — dans les limites fixées à l'article 7 ci-après, lorsqu'il s'agit d'agents employés ou anciens fonctionnaires qui ont été mis hors d'état de continuer leurs services dans l'une des circonstances suivantes :

par suite d'un acte de dévouement dans un intérêt public;

en exposant leurs jours pour sauver la vie d'une ou plusieurs personnes;

par suite de lutte soutenue ou d'attentats subis à l'occasion de leurs fonctions;

pour invalidité résultant du service colonial.

Il en est de même à l'égard de la veuve, des ascendants ou des descendants. S'il s'agit d'ascendants, le secours peut également se juxtaposer à une pension ou allocation de retraite allouée à la veuve ou aux orphelins.

ART. 6. — Un secours temporaire peut également être alloué, dans les circonstances exceptionnelles à des personnes ayant rendu des services éclatants à la colonie, à leur veuve ou à leurs ascendants, dans la seule limite qui est fixée à l'article 7 ci-après.

Dans ce cas la décision de concession du secours devra indiquer les services exceptionnels qui le justifient.

ART. 7. — Le montant annuel du secours temporaire alloué en vertu de l'article 5, paragraphe 2 ou de l'article 6, ne pourra, cumulé ou non avec une pension ou allocation de retraite, dépasser :

1^o — le dernier traitement d'activité quand le bénéficiaire est un ancien fonctionnaire, employé ou agent;

2^o — le maximum prévu par la loi pour les veuves des Maréchaux de France quand le bénéficiaire est veuve, descendant ou ascendant d'ancien fonctionnaire, employé ou agent;

3^o — les maxima prévus aux alinéas 1 et 2 ci-dessus, par assimilation pour les personnes n'appartenant pas à l'Administration, leur veuve, ascendant ou descendant.

TITRE III

Des secours éventuels

ART. 8. — *Caractères des secours éventuels.* — Les secours éventuels sont attribués à titre exceptionnel à des personnes remplissant les conditions définies par l'article 9 du présent arrêté.

Le montant des secours éventuels ne peut dépasser 20.000 francs pour un même bénéficiaire, au cours d'une même année.

ART. 9. — *Qualité des demandeurs et conditions qu'ils doivent remplir.* — Les secours éventuels sont exclusivement réservés :

1^o — aux fonctionnaires, employés et agents en activité, effectivement présents à la colonie, rétribués sur les fonds du budget local ou du budget annexe du chemin de fer et qui, disposant de ressources très modestes, se trouvent dans une situation exceptionnellement digne d'intérêt;

2^o — hors le cas de cessation de service par révocation ou toute autre mesure disciplinaire, aux anciens fonctionnaires, employés ou agents ayant servi au Togo pendant tout ou partie de sa carrière, non titulaires de pension, faiblement pensionnés, ou attendant la liquidation de leur pension, si leur situation est reconnue digne d'intérêt;

3^o — à leurs veuves non remariées, non pensionnées ou faiblement pensionnées ou en instance de pension, même si leur mariage a eu lieu après la mise à la retraite de leur mari, pourvu que leur situation soit reconnue digne d'intérêt;

4^o — à leurs épouses divorcées et non remariées qui se trouvent dans une situation exceptionnellement digne d'intérêt, pourvu que le jugement du divorce ait été prononcé en leur faveur;

5^o — à leurs enfants mineurs légitimes ou naturels reconnus, non mariés, non pensionnés ou en instance de pension et dont la situation est exceptionnellement nécessitante;

6^o — à leurs orphelins majeurs infirmes et à leurs filles majeures célibataires, si leur situation matérielle le justifie;

7^o — à leurs ascendants infirmes ou âgés;

8^o — à des personnes originaires de la colonie, se trouvant dans une situation digne d'intérêt;

9^o — à certaines personnes, en considération des services rendus par elles à la colonie, à leurs veuves, leurs ascendants infirmes ou âgés et leurs descendants.

TITRE IV

Des secours après décès

ART. 10. — *Secours éventuels accordés à la suite du décès d'un fonctionnaire, employé ou agent de l'administration, à la veuve, aux orphelins ou aux ascendants du défunt.* — Lorsqu'un fonctionnaire faisant partie d'un cadre régulier ou un agent contractuel rétribués par le budget local ou le budget annexe du chemin de fer vient à décéder, soit dans la colonie, soit en France, il est accordé à sa veuve, ou à défaut à ses enfants à titre de secours éventuel, une somme égale à six mois de solde de présence, majorée du supplément colonial, s'il s'agit d'un fonctionnaire des cadres généraux et spéciaux créés par décret ou des cadres communs supérieurs de l'A.O.F. ou locaux européens et à trois mois de solde majorée, le cas échéant, de l'indemnité de dépaysement pour les agents des cadres communs secondaires de l'A.O.F. ou des cadres locaux indigènes.

Si ce fonctionnaire avait des ascendants à sa charge, il peut lui être attribué, dans les mêmes conditions et sur leur demande, une somme au plus égale à la moitié de celle susvisée.

Les secours ainsi accordés après le décès d'un fonctionnaire et au cours de l'exercice de la date du décès seront imputables sur les crédits du chapitre sur lequel était rétribué le fonctionnaire vivant.

TITRE V

ART. 11. — *Autorités qui attribuent les secours temporaires ou éventuels et procédure d'attribution des secours.* — Les secours sont attribués dans les conditions déterminées au présent arrêté par le Commissaire de la République, que le demandeur soit domicilié au Togo, dans une autre colonie ou hors d'Europe. Les demandeurs domiciliés dans la Métropole, en Europe, en Afrique du Nord et au Levant devront adresser leur requête directement au Ministre des colonies, conformément aux prescriptions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 octobre 1943.

ART. 12. — Les demandes de secours sont établies sur papier libre et adressées ou transmises à l'autorité à laquelle appartient la décision.

Elles doivent être présentées et signées par les intéressés eux-mêmes, sauf s'ils sont illettrés. Pour les mineurs, elles sont établies par le tuteur qui pourra être invité à produire une copie de la décision lui conférant la tutelle.

L'enquête administrative doit être provoquée chaque fois que l'administration n'est pas parfaitement au fait de la situation du réquerant, qu'il s'agisse d'une première demande ou d'une demande de renouvellement.

Les dossiers de secours sont instruits par les Bureaux des Finances des administrations intéressées, avec l'attache s'il y a lieu des bureaux capables de compléter les informations qu'ils possèdent.

En cas de fausse déclaration ou production de fausses pièces l'intéressé ne pourra plus obtenir de secours sur n'importe quel budget. S'il est fonctionnaire, il sera astreint au remboursement du secours accordé, sans préjudice des sanctions administratives qui pourront être prises contre lui.

Le montant des secours est fixé dans la limite des crédits prévus au budget et d'après la situation pécuniaire du demandeur, la nature et la durée des services invoqués, l'âge ou la position particulière.

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 13. — Les fonctionnaires détachés des Départements ministériels peuvent obtenir des secours sur le budget local ou annexe du chemin de fer, s'ils sont en service au Territoire. Les fonctionnaires ou anciens fonctionnaires qui ont été détachés des autres Départements ministériels, ayant servi au Togo, et les militaires et anciens militaires des Armées de terre, de mer et de l'air, ayant également servi au Territoire, ne peuvent solliciter de secours que de leur département d'origine. Il en est de même de leurs veuves, ascendants ou descendants.

Toutefois les fonctionnaires et anciens fonctionnaires ainsi que leurs ayants cause, peuvent de même

que les militaires et anciens militaires visés à l'alinéa précédent et leur ayant-cause, obtenir des secours sur le budget local ou annexe du Territoire dans les circonstances et conditions prévues à l'article 5 paragraphe 2 et de l'article 6 du présent arrêté.

ART. 14. — Les agents des cadres locaux indigènes des chemins de fer du Togo ou les auxiliaires payés sur le budget annexe du chemin de fer du Territoire sont soumis à une réglementation spéciale en ce qui concerne les conditions particulières d'attribution et les quotités de taux des secours alloués.

ART. 15. — Toutes dispositions antérieures sont abrogées et notamment les arrêtés 582 du 22 décembre 1935 et 525 du 17 octobre 1944 et tous actes subséquents.

ART. 16. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 août 1945.

*P. le Commissaire de la République et par ordre,
Le Secrétaire général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

H. GAUDILLOT.

ARRETE N° 462 CFT. du 23 août 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies, et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 447 F. du 23 août 1945, réglementant à nouveau l'attribution des secours;

Sur la proposition du directeur du réseau p. i.;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les secours éventuels et temporaires alloués sur les fonds du budget annexe du chemin de fer et du wharf du Togo, sont attribués conformément aux règles et taux fixés par le barème annexé au présent arrêté.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 23 août 1945.

*P. le Commissaire de la République et par ordre,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes*

H. GAUDILLOT.

Barème de secours

A. — Secours temporaires alloués à d'anciens agents comptant plus de 15 années de service incapables de travailler et dénués de ressources.

| DURÉE DES SERVICES DE L'AGENT | DATE de cessation de service | ALLOCATION minima annuelle (1) |
|----------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|
| Supérieure à 30 ans | avant 1936 | 1 |
| Comprise entre 20 et 30 ans. | | 4/5 |
| De 15 à 20 ans | | 3/4 |
| Supérieure à 30 ans | avant 1940 | 3/4 |
| Comprise entre 20 et 30 ans. | | 1/2 |
| De 15 à 20 ans | | 3/8 |
| Supérieure à 30 ans | après 1939 | 1/4 |
| Comprise entre 20 et 30 ans. | | 1/6 |
| De 15 à 20 ans | | 1/8 |

(1) La quotité du secours est toujours calculée sur le montant du dernier traitement annuel d'activité perçu par le bénéficiaire.

B. — Secours temporaires alloués aux ayants droit des agents de la catégorie A.

Pour la ou les épouses du défunt la quotité totale du secours est égale à la moitié de celui qui aurait été alloué au de cujus selon les règles fixées par le tableau ci-dessus.

Il est majoré d'un huitième de l'allocation attribuée à la ou aux épouses pour chacun des enfants âgés de moins de 15 ans, sans que le total des sommes ainsi allouées aux épouses et aux enfants puisse excéder le dernier traitement annuel d'activité du défunt.

Cette majoration est payée à l'épouse qui a les enfants à sa charge ou à chacune des épouses en fonction du nombre d'enfants remplissant les conditions d'âge sus-énoncées et réellement à la charge de la demanderesse.

C. — Secours temporaires alloués à des agents blessés ou amputés par suite d'accident survenu en service ou à l'occasion du service.

| DURÉE DES SERVICES DE L'AGENT | DATE de cessation des services | ALLOCATION minima annuelle |
|----------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| Supérieure à 30 ans | avant 1936 | 1 |
| De 20 à 30 ans | | 3/5 |
| De 10 à 20 ans | | |
| Moins de 10 ans | | 1/2 |
| Supérieure à 30 ans | avant 1940 | 3/5 |
| De 20 à 30 ans | | 1/2 |
| De 10 à 20 ans | | |
| Moins de 10 ans | | 1/3 |
| Supérieure à 30 | après 1939 | 2/5 |
| De 20 à 30 ans | | 1/3 |
| De 10 à 20 ans | | |
| Moins de 10 ans | | 1/4 |

Ces allocations seront majorées d'un pourcentage égal à celui de l'invalidité résultant de la blessure ou de l'amputation tel que défini par les barèmes sur les accidents du travail.

Des majorations peuvent, en outre, être consenties dans certains cas exceptionnels en faveur des agents ayant à leur charge des enfants âgés de moins de 15 ans.

En aucun cas, le montant cumulé du secours, de la majoration d'invalidité et éventuellement pour charges de famille ne pourra dépasser le dernier traitement annuel d'activité perçu par l'intéressé.

D. — Secours temporaires alloués aux ayants droit des agents de la catégorie C.

Ces allocations sont attribuées dans les mêmes conditions que pour les ayants droit des agents de la catégorie A si l'intéressé comptait plus de 15 années de service au moment de l'accident; dans la négative elles sont transformées en secours éventuels et calculées comme il est dit ci-après au paragraphe C.

E. — Secours éventuels alloués aux ayants droit de travailleurs recrutés décédés des suites d'accident ou de maladie.

Leur montant en est arrêté par le Commissaire de la République, sur la proposition du Directeur du Réseau.

F. — Secours éventuels alloués à des agents licenciés pour inaptitude physique et comptant moins de 15 ans de service.

| DURÉE DES SERVICES DE L'AGENT | TAUX DE L'ALLOCATION |
|----------------------------------|--------------------------|
| De 10 à 15 ans | 1 mois de salaire |
| De 5 à 10 ans | 3/4 } du salaire mensuel |
| Moins de 5 ans | 1/2 } |

G. — Secours éventuels alloués aux ayants droit des agents de la catégorie F.

Dans des cas exceptionnels et particulièrement intéressants les ayants droit pourront recevoir la moitié de l'allocation qui eût été attribuée au défunt, celle-ci étant, s'il y a lieu, majorée d'un sixième par enfant à charge âgé de moins de 15 ans.

Gardes Cercles

ARRETE N° 472 B.M. du 29 août 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 503 du 8 septembre 1942 portant réorganisation du corps des gardes cercles du Togo;

Sur la proposition du commandant des Forces de Police du Territoire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La répartition et les effectifs des gradés et gardes cercles du Togo sont fixés ainsi qu'il suit pour compter du 1^{er} janvier 1946 :

| | Adjudant-Chef ou Adjudant | Brigadier-Chef 1 ^{re} ou 2 ^e classe | Brigadier 1 ^{re} ou 2 ^e classe | Gardes 1 ^{re} classe | Gardes 2 ^e classe | TOTAL |
|-----------------------|------------------------------|--|---|----------------------------------|---------------------------------|-------|
| DÉPOT | 1 | 5 | 7 | 20 | 32 | 65 |
| C. LOMÉ | 1 | 4 | 6 | 20 | 34 | 65 |
| — ANÉCHO | 1 | 3 | 4 | 17 | 30 | 55 |
| — ATAKPAMÉ | 1 | 2 | 4 | 15 | 28 | 50 |
| — SOKODÉ | 1 | 2 | 3 | 12 | 22 | 40 |
| — MANGO | 1 | 1 | 2 | 6 | 10 | 20 |
| S. DAPANGO | | 1 | 1 | 5 | 8 | 15 |
| — BASSARI | | 1 | 2 | 8 | 14 | 25 |
| — LAMA-KARA | | 1 | 2 | 6 | 11 | 20 |
| — PALIMÉ | | 2 | 2 | 6 | 10 | 20 |
| — TSÉVIÉ | | 1 | 2 | 8 | 14 | 25 |
| | 6 | 23 | 35 | 123 | 213 | 400 |

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 août 1945.

H. GAUDILLOT.

Avances de solde

Personnel européen

ARRETE N° 479 F. du 1^{er} septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 11 juillet 1945 sur le nouveau régime de la solde et des accessoires de solde;

Vu le télégramme n° 33/DP. du 20 avril 1945 du ministre des colonies;

Vu les télégrammes 288/r2. du 16 août 1945, 304/r2. du 25 août 1945, 385/r2. et 386/r2. du 25 août 1945 du Gouverneur général de l'A.O.F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée pour compter du 15 avril 1945 la mise en paiement d'avances men-

suées aux fonctionnaires et agents des cadres généraux, communs supérieurs et locaux européens.

ART. 2. — Le montant mensuel de l'avance pouvant être attribuée est fixé à 1.500 frs. (Mille cinq cents francs) pour tous les fonctionnaires et agents célibataires, mariés sans ou avec enfants.

ART. 3. — Cette avance, dont le montant devra être précompté ultérieurement sur les rappels auxquels les intéressés pourront avoir droit lors de la mise en vigueur des nouvelles échelles à intervenir en application du décret du 11 juillet 1945, ne subira aucune retenue pour pension, les retenues correspondantes devant être effectuées au moment du paiement des rappels éventuels.

ART. 4. — L'avance suit le sort du traitement et est réduite, le cas échéant, dans les mêmes proportions que celui-ci. Elle cesse d'être allouée quand le fonctionnaire n'a droit à aucune solde.

ART. 5. — Cette avance sera cessible et saisissable dans les mêmes proportions ou limites que le traitement.

ART. 6. — La dépense afférente au paiement de ces avances sera imputée, pour chaque catégorie de fonctionnaires, sur le chapitre qui supporte leur solde.

ART. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Personnel indigène

ARRETE N° 480 F. du 1^{er} septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 11 juillet 1945 sur le nouveau régime de solde et des accessoires de solde;

Vu l'arrêté général 3552/F. du 7 octobre 1943 sur les cadres communs secondaires de l'A.O.F.;

Vu l'arrêté 567 du 26 octobre 1943 sur les cadres locaux indigènes du Togo;

Vu les télégrammes 288/r2. et 386/r2. des 16 et 25 août 1945 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de la République au Togo;

Vu le télégramme 385/r2. du 25 août 1945 du Gouverneur général de l'A.O.F., Haut-Commissaire de la République au Togo, relatif aux médecins, pharmaciens et sages-femmes africains;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée pour compter du 15 avril 1945 la mise en paiement d'avances mensuelles aux agents des cadres communs secondaires de l'A.O.F. et locaux indigènes (à l'exception du personnel appartenant aux Forces de Police du Togo).

ART. 2. — Le montant mensuel de l'avance est fixé comme suit :

à 1.000 frs. (Mille francs) pour les agents dont la solde de présence est supérieure à 10.000 frs. (Dix mille francs);

à 500 frs. (Cinq cents francs) pour les agents dont la solde de présence est inférieure ou égale à 10.000 frs. (Dix mille francs).

Toutefois l'avance à octroyer aux médecins, pharmaciens et sages-femmes africains sera de 1.000 frs. (Mille francs) par mois.

ART. 3. — La solde de présence à considérer telle que définie à l'article 12 du décret du 2 mars 1910 est celle fixée par les actes organiques régissant au 16 juin 1940 les différents cadres auxquels appartiennent ces personnels, majorée des suppléments provisoires aux taux prévus :

1^o — pour les cadres communs secondaires par l'arrêté général 3552 F. du 7 octobre 1943;

2^o — pour les cadres locaux indigènes du Territoire par l'arrêté 567 du 26 octobre 1943.

ART. 4. — Cette avance, dont le montant devra être précompté ultérieurement sur les rappels auxquels les intéressés pourront avoir droit lors de la mise en vigueur des nouvelles échelles à intervenir en application du décret du 11 juillet 1945, ne subira aucune retenue pour pension, les retenues correspondantes devant être effectuées au moment du paiement des rappels éventuels.

ART. 5. — L'avance suit le sort du traitement et est réduite le cas échéant, dans les mêmes proportions que celui-ci. Elle cesse d'être allouée quand le fonctionnaire n'a droit à aucune solde.

ART. 6. — Cette avance sera cessible et saisissable dans les mêmes proportions ou limites que le traitement.

ART. 7. — La dépense afférente au paiement de ces avances sera imputée, pour chaque catégorie de fonctionnaires sur le Chapitre qui supporte leur solde.

ART. 8. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Personnel auxiliaire

ARRETE N° 493 F. du 7 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le règlement intérieur du 24 février 1944 concernant le personnel auxiliaire des cercles, bureaux et services du territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 305 du 7 juin 1945, modifiant les salaires mensuels des agents auxiliaires des cercles, bureaux et services du territoire du Togo;

Vu le télégramme 328/DOF. du 5 septembre 1945 du Gouverneur général de l'A.O.F., Haut-Commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée pour compter du 1^{er} septembre 1945 la mise en paiement d'avances mensuelles aux agents auxiliaires des cercles, bureaux et services du Territoire.

ART. 2. — Le montant mensuel de l'avance est fixé comme suit :

à 400 frs. (Quatre cents frs.) pour les agents dont le salaire est inférieur ou égal à 1.250 frs. par mois;

à 600 frs. (Six cents frs.) pour les agents dont le salaire est compris entre 1.251 et 1.875 frs. par mois;

à 800 frs. (Huit cents frs.) pour les agents dont le salaire est compris entre 1.876 et 2.500 frs. par mois;

à 1.000 frs. (Mille frs.) pour les agents dont le salaire est égal ou supérieur à 2.501 francs par mois.

ART. 3. — Cette avance devra être précomptée ultérieurement sur les rappels de salaire auxquels les intéressés pourront avoir éventuellement droit.

ART. 4. — L'avance suit le sort du salaire et est réduite dans les mêmes proportions que celui-ci. Elle cesse d'être allouée quand le fonctionnaire n'a droit à aucun salaire.

ART. 5. — Cette avance est cessible et saisissable dans les mêmes proportions ou limites que le salaire.

ART. 6. — La dépense afférente au paiement de ces avances sera imputée pour chaque catégorie d'agent sur le chapitre qui supporte leur salaire.

ART. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Listes électorales

N° 483 APA. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

2 septembre 1945. — Sont désignés comme nouveaux membres à adjoindre aux commissions administratives d'établissement et de révision des listes électorales des citoyens, en vue de la constitution de commissions administratives de jugement :

Section de Lomé

M.M. Minetto, Louis —
Passani, Prosper

Section d'Anécho

M.M. Prades, Paul
R.P. Wieder, Antoine

Section du Centre

M.M. Peyres, Paul
Duthil, Jean

Section du Nord

M.M. Fillot, Lucien
Morin, Charles

N° 484 APA. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

2 septembre 1945. — Sont désignés comme membres des commissions d'établissement et de révision des listes électorales des non citoyens :

Section de Lomé

M.M. Ajavon Emmanuel
de Souza Félicio

Section d'Anécho

M.M. Fio Lawson Body Frédéric
Quam-Dessou Kponton Antoine

Section du Centre

M.M. Abassan Atchikiti
Mensah Reinhold

Section du Nord

M.M. Kerim
Aboudoulaye

N° 496 bis APA. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

8 septembre 1945. — Sont désignés comme nouveaux membres à adjoindre aux commissions admi-

nistratives d'établissement et de révision des listes électorales des non-citoyens, en vue de la constitution de commissions administratives de jugement :

Section de Lomé

M.M. Ludwig Occansey
Norbertus Anthony

Section d'Anécho

M.M. Fred Koumako Mensah
Glyn Lawson

Section du Centre

M.M. Romuald Johnson
Tchakpala Sossoukpo

Section du Nord

M.M. Passé
Amegavi Gérard.

Enseignement

E. P. S.

N° 488 E. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

6 septembre 1945. — Le montant de l'allocation journalière de nourriture et d'entretien, pour les élèves internes de l'Ecole Primaire Supérieure de Lomé, est fixé comme suit pour l'année scolaire 1945-1946 :

| | |
|---|---------|
| 1 ^o — Frais de nourriture | 12 frs. |
| 2 ^o — Frais d'habillement et d'entretien | 7 — |
| 3 ^o — Frais de logement | 1 — |

N° 489 F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

6 septembre 1945. — L'avance renouvelable consentie à l'économe de l'Ecole Primaire Supérieure de Lomé est portée à Vingt cinq mille francs (25.000 frs.) pour compter du 1^{er} septembre 1945.

Les justifications devront être fournies dans les formes réglementaires prévues à l'article 149 du décret du 30 décembre 1912.

L'avance ainsi accordée est imputable au budget local, chapitre XIII article 8 paragraphe 5.

N° 511 E. — Par décision du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

6 septembre 1945. — Le nombre de places mises au concours pour l'admission à l'Ecole Primaire Supérieure de Lomé pour l'année scolaire 1945-1946 est fixé à 25 (Vingt-cinq).

Ce nombre comprendra au maximum cinq jeunes filles.

Le nombre de places mises au concours pour l'admission au Cours Complémentaire Notre-Dame des Apôtres est fixé à 3 (Trois).

Cours normal des Moniteurs — Ecole Professionnelle de Sokodé

N° 515 E. — Par décision du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

6 septembre 1945. — Le nombre d'élèves à admettre au Cours Normal des Moniteurs de l'enseignement

primaire d'Atakpamé est fixé à Quinze pour l'année scolaire 1945-1946.

Le nombre d'élèves à admettre à l'Ecole Professionnelle de Sokodé pour l'année scolaire 1945-1946 est fixé à Dix (10).

Bourses

ARRETE N° 494 E. du 7 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 480 du 11 septembre 1939 réorganisant la commission des bourses accordées aux élèves continuant leurs études hors du Territoire, en son article 10;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La composition de la commission consultative des bourses est modifiée comme suit :
Président : Le Secrétaire général du Togo.

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Ecoles officielles

N° 495 E. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

7 septembre 1945. — Pour l'année scolaire 1945-1946, le nombre et l'emplacement des écoles officielles du Territoire sont fixées comme suit :

ECOLE PRIMAIRE SUPÉRIEURE (1)

Lomé 3 classes

COURS SUPÉRIEURS (4)

Lomé 1 classe
Anécho 1 classe
Atakpamé 1 classe
Sokodé 1 classe

ECOLES RÉGIONALES (15)

Lomé (garçons) 6 classes
Lomé (filles) 2 classes
Anécho (garçons) 4 classes
Anécho (filles) 2 classes
Atakpamé 2 classes
Palimé 2 classes
Sokodé 2 classes
Bassari 1 classe
Mango 2 classes
Dayes-Apéyémé 1 classe

Dayes-Kakpa 1 classe
Lama-Kara 1 classe
Anié 1 classe
Wogan 1 classe
Nuatja 1 classe

ECOLES URBAINES (6)

Lomé 12 classes
Anécho 8 classes
Atakpamé 5 classes
Palimé 4 classes
Sokodé 4 classes
Mango 4 classes

ECOLES MÉNAGÈRES (4)

Lomé 4 classes
Anécho 4 classes
Palimé 3 classes
Atakpamé 2 classes

ECOLES DE VILLAGE (49)

Cercle de Lomé

Abobo, Gamé, Mission-Tové, Aflao, Tsévié, Kévé, Agouévé 1 classe par école.

Cercle d'Anécho

Achépé, Aklakou, Amégniran, Zoola 1 classe par école.
Vogan 2 classes

Cercle du Centre

Kpessi, Kougnohou, Yégué, Amlamé, Tohoun, Blitta 1 classe par école.
Kpadafé, Goudévé, Nytoé 1 classe par école.

Dayes-Apéyémé, Agou, Akata, Nuatja, Anié, Kouma-Tokpli 2 classes par école.

Cercle de Sokodé

Kabou, Guérin-Kouka, Parataou, Tchamba, Kouméa, Djabatauré, Cambolé, Bafilo, Djandé, Dako, Pagouda, Agoulou, Kousounti 1 classe par école.

Bassari, Lama-Kara, Niamtougou 2 classes par école.

Cercle de Mango

Nakitendi-Laré, Kandé, Bidjenga, Nano, Korbongou 1 classe par école.
Dapango 2 classes

Allocations

ARRETE N° 497 APA du 10 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 628 du 13 novembre 1938 portant augmentation des allocations annuelles attribuées à des Chefs et Notables togolais;

Sur la proposition du commandant du cercle d'Anécho;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'allocation annuelle servie au chef supérieur de la ville d'Anécho, Frédéric Body Lawson, est portée à Vingt huit mille francs (28.000 frs.).

Cette allocation est personnelle et payable par trimestre à terme échu.

ART. 2. — La dépense correspondante est imputable au budget local, chapitre IV — art. 5 — parag. 3.

ART. 3. — Le présent arrêté, qui abroge l'arrêté N° 628 du 13 novembre 1938, susvisé, et aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1945, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

ARRETE N° 498 APA. du 10 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 147/r. du 18 mars 1945, fixant pour l'année 1945 le montant des allocations servies aux chefs de famille et anciens agents indigènes de l'administration;

Sur la proposition du commandant du cercle d'Anécho;

Vu les prévisions budgétaires;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 147/r. du 18 mars 1945 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Antoine Kponton Quam-Dessou, chef de famille : 20.000 francs.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1945, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Marchandises d'importation

ARRETE N° 510 AE./3 du 14 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 16 avril 1924;

Vu la loi du 14 mars 1942;

Vu l'arrêté général n° 2774 SE. du 7 août 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter de la publication du présent arrêté et jusqu'à nouvel ordre sont bloquées les marchandises suivantes récemment débarquées du s/s « *Medie II* » : savoir :

Disques de phonos

Apéritifs, digestifs, liqueurs de toutes marques

Coutellerie

Vaisselles

Dentifrice

Machine à coudre

Bicyclettes

Cadenas

Tous produits pharmaceutiques, médicamenteux, coton hydrophile

Réveils

Champagne

Eau Perrier

Eau Minérale

Rhum

Lampes à acétylène

Farine lactée

Pâtés de foie gras.

ART. 2. — Les ventes seront effectuées suivant modalités fixées par le Chef du Bureau Economique.

ART. 3. — Toute infraction au présent arrêté est passible des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions et des P.T.T. et tous lieux publics.

Lomé, le 14 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Enquête de commodo et incommodo

MODIFICATIF à l'arrêté N° 358 DOM. du 30 juin 1945 ouvrant une enquête de commodo et incommodo.

L'article 2 de l'arrêté N° 358 DOM. du 30 juin 1945 est ainsi modifié :

M. Rebaud, commis des services civils est désigné comme commissaire enquêteur.

(Le reste sans changement).

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Tableau d'avancement — Promotions

Par arrêté du Ministre des Colonies, en date du 28 avril 1945, sont inscrits au tableau d'avancement de l'année 1945, du personnel du cadre général des Travaux publics, des Mines et des Techniques industrielles des colonies :

a) TRAVAUX PUBLICS

Pour la 2^e classe du grade d'ingénieur principal

M. Prunet Jacques, ingénieur principal de 3^e classe.

Pour la 3^e classe du grade d'ingénieur-adjoint

M. Lombard Jean, ingénieur-adjoint de 4^e classe.

Par arrêté du Ministre des Colonies, en date du 28 avril 1945, sont promus dans le cadre général des Travaux publics, des Mines et des Techniques industrielles des colonies, pour compter du 1^{er} janvier 1945, tant du point de vue de l'ancienneté que du point de vue de la solde :

a) TRAVAUX PUBLICS

A la 2^e classe du grade d'ingénieur principal

M. Prunet Jacques, ingénieur principal de 3^e classe.

A la 3^e classe du grade d'ingénieur-adjoint

M. Lombard Armand, ingénieur-adjoint de 4^e classe.

Par arrêtés du Garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des colonies, en date du 8 août 1945, ont été inscrits au tableau d'avancement et promus pour compter du 1^{er} janvier 1945 :

A. — Section des magistrats des colonies autres que l'Indochine :

3^e — Magistrats du 6^e degré

M.M.

Forster Isaac
magistrat du 9^e degré.

Nominations

Sont nommés dans le cadre des médecins et pharmaciens et sages-femmes africains :

Section Médecine

Au grade de médecin africain de 3^e classe

M.M.

Ayih (Raphaël).

Section Pharmacie

Au grade de pharmacien africain de 3^e classe

M.M. Johnson (Francis).

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Promotions

Par arrêtés du Gouverneur général de l'A.O.F. des :
20 juillet 1945.

Sont promus, pour compter du 1^{er} juillet 1945, dans le cadre commun supérieur des Travaux publics de l'A.O.F. :

Au grade d'adjoint technique principal de 1^{re} classe :

M. de Guise René (R.S.M. 2 mois 14 jours).

23 juillet 1945. — Sont promus dans le cadre commun supérieur des Conducteurs de Travaux agricoles de l'A.O.F. pour compter du 1^{er} juillet 1945, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté, et conservent dans leur nouveau grade les rappels d'ancienneté pour services militaires ci-après indiqués :

Au grade de conducteur

M. Meyer Raoul, 1^{er} tour choix (rappel conservé : 3 mois 17 jours) aide-conducteur.

Nominations — Affectations

Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

13 août 1945. — Les élèves dont les noms suivent, titulaires de diplôme de sortie de l'Ecole Normale Rurale Frédéric Assomption (Section agriculture — promotion 1945), sont agréés, pour compter du jour de leur mise en route sur leur lieu d'affectation, dans le cadre commun secondaire des surveillants d'agriculture de l'A.O.F.

A) En qualité de surveillants stagiaires

M.M. Komlan Kouma.

Mensah Paul.

M. Komlan Kouma est mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo.

M. Mensah Paul est mis à la disposition du Gouverneur de la Côte d'Ivoire.

Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

23 août 1945. — M. Laurent (Marcel), instituteur de 4^e classe du cadre commun supérieur de l'Enseignement de l'A.O.F., précédemment en service en Guinée, est mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo, à compter du jour de sa démobilisation.

Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

1^{er} septembre 1945. — M. Aku, Martin, médecin contractuel, nouvellement engagé et arrivé à Dakar, le 23 août 1945 est mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo, pour compter du 13 août 1945, date de son départ de France.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Nominations — Affectations

Par arrêté N° 465 p. du :

25 août 1945. — Sont nommés instituteurs principaux de classe exceptionnelle 1^{er} échelon du cadre local secondaire de l'enseignement, pour compter du 1^{er} janvier 1945, les instituteurs principaux de 2^e classe dont les noms suivent, titulaires du diplôme d'aptitude professionnelle suivant arrêté n° 629/p. du 28 décembre 1944. :

Kponton Hubert, en service à l'école régionale de Lomé;

Tettékpoé Léopold, en service à l'école rurale de Daye Kakpa.

Par arrêté N° 468 p. du :

28 août 1945. — Sont agréés dans le cadre local des Transmissions du Togo :

En qualité de commis stagiaire :

Adzeh François, opérateur radio auxiliaire en service à Lomé;

Géraldo Nouréine, opérateur radio auxiliaire en service à Lomé;

Lawson Clément, opérateur radio auxiliaire en service à Lomé;

Bossou Augustin, aide-opérateur radio auxiliaire en service à Lomé;

Akpotsé Winfried, agent journalier en service au Bureau des Finances à Lomé;

Goussanou André, opérateur radio auxiliaire en service à Lomé;

En qualité de mécanicien stagiaire :

Hélégbé Emmanuel, mécanicien radio auxiliaire en service à Lomé.

Ces agents sont mis à la disposition du Chef du groupe radio-électrique du Togo.

Par décision N° 502 p. du :

4 septembre 1945. — M. Guérin Edmond, adjoint principal de classe exceptionnelle des services civils des colonies, est nommé, à titre intérimaire, pour compter du 1^{er} septembre 1945, receveur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, conservateur de la propriété foncière et curateur aux successions et biens vacants, en remplacement de M. Berlie, administrateur-adjoint des colonies, en instance de départ en permission de détente.

Par décision N° 503 p. du :

4 septembre 1945. — M. Guérin Edmond, adjoint principal de classe exceptionnelle des services civils des colonies est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, président du tribunal du premier degré d'Anécho, en remplacement de M. Rebaud, commis des services civils des colonies.

Par arrêté N° 487 p. du :

6 septembre 1945. — Le nommé Ahyi Michel, titulaire du diplôme de l'Ecole professionnelle d'Agric-

culture de Porto-Novo (Dahomey), est agréé dans le cadre local des moniteurs d'agriculture du Togo, en qualité de moniteur-adjoint de 3^e classe stagiaire.

Il est mis à la disposition du Chef du service de de l'agriculture.

Par décision N° 521 p. du :

7 septembre 1945. — M. Le Glatin, administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies, chef de la subdivision d'Atakpamé, est nommé provisoirement commandant du cercle du centre, pour compter du 6 septembre 1945, en remplacement de M. Guillou, administrateur de 2^e classe des colonies, en instance de départ en permission de détente.

Par décision N° 522 p. du :

7 septembre 1945. — Le médecin-capitaine Duthil Jean, médecin-chef de la subdivision sanitaire d'Atakpamé est nommé, cumulativement avec ses fonctions, président du tribunal du premier degré d'Atakpamé, en remplacement de M. Le Glatin, administrateur-adjoint des colonies.

Par décision N° 523 p. du :

8 septembre 1945. — Les mutations et affectations suivantes sont prononcées dans le personnel de l'enseignement :

M. Combes René, instituteur principal hors classe du cadre supérieur du Togo, retour de congé, est nommé directeur du secteur scolaire de Lomé et adjoint au chef du service de l'enseignement.

M. Giraud Robert, instituteur de 5^e classe du cadre métropolitain, précédemment chef du secteur scolaire d'Anécho, est nommé directeur des secteurs scolaires d'Atakpamé et de Palimé, en remplacement de M. Deros, chef du secteur scolaire de Palimé, en instance de rapatriement.

La résidence de M. Giraud est fixée à Palimé.

M. Randolph Léopold, instituteur principal de 3^e classe du cadre commun secondaire de l'A.O.F., directeur de l'école régionale d'Anécho, est nommé à titre intérimaire, directeur du secteur scolaire d'Anécho, en remplacement de M. Giraud, appelé à d'autres fonctions.

M. Laurent Marcel, instituteur de 4^e classe du cadre commun supérieur de l'A.O.F., mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo est nommé directeur du secteur scolaire de Mango.

M. Grouillet, instituteur de 3^e classe du cadre métropolitain, nouvellement détaché au Togo, est nommé directeur de l'école européenne de Lomé, en remplacement de Mme Robichon, institutrice auxiliaire qui reste maintenue à cette école en qualité d'adjointe.

Mme Villedon de Naide, institutrice stagiaire du cadre supérieur du Togo, précédemment en service à l'école européenne de Lomé, est mise à la disposition du directeur de l'école primaire supérieure de Lomé.

M. Atayi Salomon, instituteur principal de 1^{re} classe du cadre commun secondaire de l'A.O.F., précédemment directeur de l'école régionale de Lomé, est mis à la disposition du directeur du secteur scolaire de Lomé.

Par décision N° 528 ps. du :

10 septembre 1945. — M. Marty Pierre, inspecteur de 4^e classe de cadre commun supérieur de la police de l'A.O.F., remis à la disposition du chef du service de la sûreté par décision n° 470 p. du 25 août 1945, sera chargé plus spécialement de la police générale des chemins de fer du Togo.

Sa résidence est fixée à Lomé.

Par décision N° 535 p. du :

12 septembre 1945. — M. Bouxel Edouard, médecin-lieutenant des troupes coloniales, chef de la subdivision sanitaire d'Anécho, est nommé, provisoirement et cumulativement avec ses fonctions, président du tribunal du premier degré d'Anécho, en remplacement de M. Guerin, adjoint principal de classe exceptionnelle des services civils des colonies.

Par décision N° 496 p. du :

3 septembre 1945. — M. Polygone Stanislas, vérificateur de 1^{re} classe du cadre métropolitain des douanes, détaché au Togo et arrivé au territoire le 22 août 1945, est affecté, pour compter de cette date, au bureau des douanes de Lomé.

Par décision N° 497 p. du :

3 septembre 1945. — Le facteur-adjoint de 1^{re} classe du cadre local des Transmissions du Togo, Eklouvi Bernard, en service au bureau des P.T.T. à Atakpamé est affecté à la Recette principale de Lomé, en remplacement du facteur stagiaire Johnson Antoine.

Le facteur stagiaire du cadre local des Transmissions du Togo, Johnson Antoine, en service à Lomé, est mis à la disposition du commandant du cercle du centre pour servir à Atakpamé, en remplacement du facteur-adjoint Eklouvi Bernard.

Par décision N° 504 p. du :

4 septembre 1945. — L'assistant de police adjoint de 3^e classe Dossouvi André, en service à Lomé, est mis à la disposition du commandant du cercle du centre pour servir à Palimé.

L'assistant de police adjoint de 4^e classe Fumey Gabriel, en service à Mango, est affecté au commissariat de police de Lomé, en remplacement de l'assistant de police adjoint Dossouvi.

Par décision N° 518 p. du :

7 septembre 1945. — Le moniteur-adjoint de 3^e classe stagiaire d'agriculture Ahyi Michel nouvellement agréé est affecté à la circonscription agricole du centre (subdivision d'Atakpamé).

Par décision N° 529 p. du :

11 septembre 1945. — M. Komlan Kouma, surveillant stagiaire du cadre commun secondaire de l'agriculture de l'A.O.F., nouvellement affecté au Togo, est mis à la disposition du chef du service de l'agriculture.

Par décision N° 530 p. du :

11 septembre 1945. — Le commis d'administration de 2^e classe Kuadjovih Cadmus, en service à Mango, est mis à la disposition du chef du service de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Lomé.

Le commis d'administration adjoint de 2^e classe Attikossi Ernest, en service à Anécho, est mis à la disposition du commandant du cercle de Mango, en remplacement du commis d'administration Kuadjovih.

Par décision N° 531 p. du :

11 septembre 1945. — M. Komlan Kouma, surveillant stagiaire d'agriculture du cadre commun secondaire de l'A.O.F. est affecté à la circonscription agricole du Centre.

Par décision N° 532 p. du :

12 septembre 1945. — Sont affectés :

à l'école de garçons de Lomé

Sinzogan Léonard, moniteur adjoint de 1^{re} classe, en service à l'école de garçons d'Anécho;

Dobou Félix, moniteur auxiliaire en service à l'école de garçons d'Atakpamé;

Afégbédji Christian, moniteur auxiliaire en service à l'école de garçons de Mango;

Fiagan Georges, moniteur auxiliaire en service à l'école de garçons d'Anécho.

à l'école de village d'Agouévé

Tèkoé Alexandre, instituteur de 1^{re} classe en service à l'école de garçons de Lomé.

à l'école de village de Tsévié

Mensah Joseph Yéklé, moniteur adjoint de 1^{re} classe en service à l'école d'Akata.

à l'école de village de Kévé

Johnson David, moniteur adjoint de 1^{re} classe, en service à l'école d'Anié.

à l'école de filles de Lomé

Mme Paul Catalano, institutrice auxiliaire 3^e échelon.

à l'école de garçons d'Anécho

Kponton Lucien, instituteur principal de 2^e classe, en service à l'école d'Améguran;

Latévi Eloi, moniteur adjoint de 1^{re} classe en service à l'école de Nakitendi-Laré;

Agbékponou Louis, moniteur adjoint de 1^{re} classe, en service à l'école de garçons d'Atakpamé;

Akuéson Arthur, moniteur adjoint de 1^{re} classe, en service à l'école de Niamtougou;

Quémum Joseph, moniteur adjoint de 2^e classe, en service à l'école de garçons de Sokodé;

Dissou Koffi, moniteur auxiliaire, en service à l'école de garçons d'Atakpamé.

à l'école de filles d'Anécho

Mlle Atayi Rébecca, monitrice auxiliaire, en service à l'école de filles de Lomé.

à l'école de village d'Améguran

Houénassou Daniel, instituteur de 2^e classe, en service à l'école de garçons de Sokodé.

à l'école de village de Wogan

Johnson Moïse, moniteur auxiliaire, en service à l'école de garçons d'Anécho.

à l'école de garçons d'Atakpamé

Tété David, moniteur adjoint de 1^{re} classe, en service à l'école de Bafilo;

Ajavon André, moniteur auxiliaire, en service à l'école de Bassari;

Nyamessi Cléophas, moniteur auxiliaire, en service à l'école de garçons de Sokodé;

Odjo Antoine, moniteur auxiliaire, en service à l'école de garçons de Mango;

à l'école de village de Nuatja

Locoh Lucien, moniteur auxiliaire, en service à l'école de garçons d'Atakpamé.

à l'école de village d'Anié

Jacob Adoté, instituteur principal de 2^e classe, en service à l'école de garçons de Lomé.

Togbé Mathias, moniteur auxiliaire, en service à l'école de garçons de Sokodé.

à l'école village de Blitta

Améganvi Louis, instituteur adjoint de 1^{re} classe, en service à l'école de Nyitoé.

à l'école de filles d'Atakpamé

Mlle Tèvi Christine, monitrice auxiliaire, en service à l'école de filles d'Anécho.

au cours normal des moniteurs d'Atakpamé

Ankrah David, instituteur adjoint de 3^e classe du C.C.S. de l'A.O.F., en service à l'école de garçons d'Atakpamé.

à l'école de garçons de Palimé

Kudjoh Hermann, moniteur surnuméraire du C.C.S. de l'A.O.F., en service à l'école de garçons de Lomé.

Djéha Comlan, moniteur auxiliaire, en service à l'école de Dayé Apéyéomé.

à l'école de village d'Agou

Noutsougan Kôami Ruben, instituteur adjoint de 2^e classe, en service à l'école de Dayé Apéyéomé.

à l'école de village de Kpadapé

Colley Augustin, instituteur de 1^{re} classe, en service à l'école de garçons d'Anécho.

à l'école de village de Kouma Tokpli

Nétchénewoé Comlan, moniteur auxiliaire, en service à l'école de garçons de Palimé.

à l'école de village de Dayé Kakpa

Michel Martin, moniteur auxiliaire, en service à l'école de Dapango.

à l'école de village de Dayé Apéyéomé

Gbodui Edouard, moniteur auxiliaire, en service à l'école de garçons de Lomé;

Amouzougan Assionvi, moniteur auxiliaire, en service à l'école de garçons de Palimé.

à l'école de village de Nyitoé

Kouassi Daniel, moniteur adjoint de 1^{re} classe, en service à l'école d'Agou.

à l'école de garçons de Sokodé

Mikem Michel, instituteur adjoint de 2^e classe, en service à l'école de garçons d'Anécho;

Barrigah Samuel, moniteur adjoint de 1^{re} classe, en service à l'école de garçons de Lomé;

Tchédré Konko, moniteur auxiliaire, en service à l'école de garçons de Lomé.

à l'école de village de Bassari

Issaka Moumouni, moniteur auxiliaire, en service à l'école de garçons de Lomé.

à l'école de village de Lama-Kara

Idrissou Boucari, moniteur auxiliaire, en service à l'école de garçons de Lomé.

à l'école de village de Niamtougou

Blivi Jules, instituteur principal de 2^e classe, directeur de l'école de Lama-Kara;

Essoazina Moumouni, moniteur auxiliaire, en service à l'école de garçons de Lomé.

à l'école de village de Bafilo

Grüner Hans, instituteur adjoint de 1^{re} classe, en service à l'école de Kpadapé.

à l'école de village de Djabatauré

de Medeiros Jean Julio, instituteur principal de 3^e classe, en service à l'école de garçons de Lomé.

*à l'école de village de Koussounti**(Cercle de Sokodé)*

Akouété Adoté Jean, instituteur de 1^{re} classe, en service à l'école de garçons de Palimé.

à l'école professionnelle de Sokodé

Fumey Arnold, instituteur principal de 3^e classe, en service à l'école de garçons de Sokodé.

à l'école de garçons de Mango

Yampapou Yacouba, moniteur auxiliaire, en service à l'école de garçons de Lomé;

Tchédré Tidjim Michel, moniteur auxiliaire, en service à l'école de garçons d'Anécho.

à l'école de village de Nakitendi-Laré

Koussoubo François, moniteur adjoint stagiaire, en service à l'école de garçons d'Anécho.

à l'école de village de Dapango

Tchassé André, moniteur auxiliaire, en service à l'école de garçons d'Anécho.

Direction des Ecoles

M. Atayi Salomon, instituteur principal de 1^{re} classe de l'A.O.F. est nommé directeur de l'école de garçons de la route d'Anécho;

M. N'Diaye Boubacar, instituteur principal de classe exceptionnelle 1^{er} échelon, est nommé directeur de l'école de garçons de la Petite Vitesse;

M. Kponton Hubert, instituteur principal de classe exceptionnelle 1^{er} échelon, est nommé directeur de l'école de garçons de Sanoussi.

M. Samuel Abraham, instituteur de 1^{re} classe, est nommé directeur de l'école de garçons d'Amutivé;

Mlle Kpodar Cécile, institutrice adjointe de 5^e classe du C.C.S. de l'A.O.F., est nommée directrice de l'école de filles de Lomé;

M. Kpodar Louis, instituteur principal de 2^e classe, est nommé, à titre intérimaire, directeur de l'école de garçons de Zébévi;

M. Vignon Paul, instituteur de 2^e classe, est nommé directeur de l'école de garçons de Kpota;

Mlle Lawson Hélène, institutrice adjointe de 5^e classe du C.C.S. de l'A.O.F. est nommée directrice de l'école de filles d'Anécho;

M. Johnson Romuald, instituteur principal de 2^e classe du C.C.S. de l'A.O.F., reprend ses fonctions d'instituteur à l'école de garçons d'Atakpamé et est nommé directeur du groupe scolaire d'Atakpamé;

M. Jacob Adoté, instituteur principal de 3^e classe, est nommé directeur de l'école d'Anié.

M. d'Almeida Charles, instituteur adjoint hors classe de C.C.S. de l'A.O.F., reprend ses fonctions d'instituteur à l'école de garçons de Palimé et est nommé directeur du groupe scolaire de Palimé;

M. Noutsougan Koami Ruben, instituteur adjoint de 2^e classe, est nommé directeur de l'école d'Agou;

M. Akuéson François, instituteur principal de 2^e classe est nommé directeur de l'école de Kouma-Tokpli;

M. Ajavon Henri, instituteur principal de classe exceptionnelle 1^{er} échelon, reprend ses fonctions d'instituteur à l'école de garçons de Sokodé et est nommé directeur du groupe scolaire de Sokodé;

M. Blivi Jules, instituteur principal de 2^e classe, directeur de l'école de Lama-Kara, est nommé directeur de l'école de Niamtougou.

Les agents devant se déplacer auront droit aux indemnités de déplacement et aux frais de transport pour eux et leur famille.

La présente décision aura effet pour compter de la date de la mise en route ou de la prise de service des intéressés.

Par décision N° 533 p. du :

12 septembre 1945. — Les fonctionnaires et agents débarqués du s/s Médie II à Lomé le 10 septembre 1945, reçoivent les affectations suivantes :

M. Robin Elie, ingénieur hors classe du cadre général des services techniques et scientifiques de l'Agriculture des colonies, est affecté provisoirement au Cabinet du Commissaire de la République et chargé d'une mission de contrôle de la production dans les circonscriptions de l'intérieur du territoire.

M. Lalondrelle Georges, géomètre en chef de 2^e classe du cadre local des géomètres du Togo, est mis à la disposition du chef du service des Travaux publics et des Mines;

M. Boury Georges, chef de gare après 66 mois du cadre local des Chemins de fer du Togo est mis à la disposition du directeur du réseau des C.F.T.;

M. Grouillet Georges, instituteur de 3^e classe du cadre métropolitain, nouvellement détaché au Togo, est mis à la disposition du chef du service de l'enseignement;

M. Laurent Marcel, instituteur de 4^e classe du cadre commun supérieur de l'enseignement de l'A.O.F., nouvellement affecté au Togo, est mis à la disposition du chef du service de l'enseignement;

M. Aku Martin, médecin contractuel de l'A.M.I., nouvellement engagé, est mis à la disposition du directeur local de la Santé publique.

Réintégration

Par arrêté N° 470 p. du :

29 août 1945. — Le facteur-enregistreur de 4^e classe des C.F.T. Duévi Augustin, révoqué par arrêté n° 786 du 28 décembre 1933 pour compter du 18 septembre 1933, est réintégré dans le cadre local des chemins de fer du Togo, en qualité de facteur de 4^e classe.

Il conserve dans son emploi une ancienneté de 6 ans, 8 mois 17 jours.

Témoignage officiel de satisfaction

Par décision N° 478 p. du :

28 août 1945. — Un témoignage officiel de satisfaction est accordé au commis d'administration de 1^{re} classe Adjallé Ignace, en service à Tsévié (Cercle de Lomé), pour l'activité, le dévouement et la conscience professionnelle dont il fait montre dans ses fonctions.

Agents auxiliaires

Nominations

Par décision N° 524 p. du :

8 septembre 1945. — Mme Paul Catalano est engagée en qualité d'institutrice auxiliaire 3^e échelon et mise à la disposition du chef du service de l'enseignement.

Par décision N° 525 p. du :

10 septembre 1945. — Mme Pagès Jeanine, engagée par décision N° 345/p. du 29 juin 1945, est classée agent auxiliaire au 1^{er} échelon, pour compter du 1^{er} septembre 1945.

Elle reste affectée au Secrétariat général.

Gardes-frontières

Nominations — Affectations — Licenciement

Par arrêté N° 475 p. du :

31 août 1945. — Le nommé Ségla François est agréé dans le cadre local des douanes du Togo, en qualité de garde-frontière stagiaire.

Il est mis à la disposition du chef du service des douanes.

Par décision N° 520 p. du :

7 septembre 1945. — Les gardes-frontières stagiaires ci-après désignés, en service à la brigade de Lomé, sont affectés, pour compter du 1^{er} octobre 1945 :

Au poste des douanes de Noépi.

Dégboé Christian — Palanga Tchédre Basile

Au poste des douanes de Zolo

Kuakivi Mathieu — de Souza Emmanuel

Au poste des douanes de Batomé

Kangni Joseph — Kouwonou Hubert

Au poste des douanes de Badou

Gbikpi Etè Pierre

Au poste des douanes de Dapango

Koffi Joseph.

Par arrêté N° 471 P. du :

29 août 1945. — Les gardes-frontières stagiaires Komlanvi Faustin, en service à la brigade de Lomé et Lawson Emmanuel, en service au poste des douanes de Zolo, sont licenciés de leur emploi pour indiscipline.

DIVERS**Allocations**

Par arrêté N° 448 F. du :

23 août 1945. — Les allocations de retraite suivantes sont accordées aux agents des cadres locaux indigènes ci-après :

1° — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Cinq mille cinq cent trente deux francs (5.532 frs.) avec indemnité de charges de famille, à M. Boehm Chrysostome, instituteur ordinaire de 1^{re} classe de l'enseignement, né à Waya (Togo britannique) le 12 juin 1888.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} janvier 1945.

2° — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Deux mille six cent quarante francs (2.640 frs.) avec indemnité de charges de famille, à M. Kouami Joseph, moniteur de 1^{re} classe de l'enseignement, né à Agokpamé (Cercle d'Anécho) le 19 mars 1899.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} janvier 1945.

3° — Allocation proportionnelle au taux annuel de Trois mille trois cent soixante quatre francs (3.364 frs.) avec indemnité de charges de famille, à M. Gadégbéku Vivodi Hermann, aide-médecin de 2^e classe, né à Lomé (Togo) le 28 novembre 1905.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} janvier 1945.

4° — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Deux mille cent quatre vingt seize francs (2.196 frs.) avec indemnité de charges de famille, à M. Klu Zacharia, sergent garde-frontière 2^e échelon, né à Lomé (Togo) en 1894.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} janvier 1945.

5° — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Mille huit cent quarante huit francs (1.848 frs.) avec indemnité de charges de famille, à M. Soglo Joseph, sergent garde-frontière 2^e échelon, né à Ouidah (Dahomey) le 22 novembre 1892.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} janvier 1945.

6° — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Deux mille cent trente deux francs (2.132 frs.) avec indemnité de charges de famille, à M. Arijaka Kéita, sergent garde-frontière 1^{er} échelon, né à Ndouga (Niger) en 1898.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} janvier 1945.

7° — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Mille huit cents francs (1.800 frs.) avec indemnité de charges de famille, à M. Pethos Dominique, sergent garde-frontière 1^{er} échelon, né à Grand-Popo (Dahomey) le 1^{er} janvier 1895.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} janvier 1945.

8° — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Deux mille cent quatre douze francs (2.192 frs.) avec indemnité de charges de famille, à M. Ekpo Vincent, sergent garde-frontière 1^{er} échelon, né à Lokossa (Dahoméy) vers 1891.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} janvier 1945.

9° — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Mille huit cents francs (1.800 frs.) avec indemnité de charges de famille, à M. Segla Comlan, caporal garde-frontière 2^e échelon, né à Davié (Togo) vers 1897.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} janvier 1945.

10° — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Mille huit cents francs (1.800 frs.) avec indemnité de charges de famille, à M. Soglo François, caporal garde-frontière 2^e échelon, né à Abomey (Dahomey) en 1899.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} mai 1945.

11° — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Mille huit cent trente deux francs (1.832 frs.) avec indemnité de charges de famille, à M. Abo-doe Houéhouton, caporal garde-frontière 2^e échelon, né à Agoli Cové (Dahomey) en 1895.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} avril 1945.

12° — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Mille huit cents francs (1.800 frs.) avec indemnité de charges de famille, à M. Gnassounou Antoine Sossou, garde-frontière de 1^{re} classe, né à Abomey (Dahomey) en 1899.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} avril 1945.

13° — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Mille huit cents francs (1.800 frs.) avec indemnité de charges de famille, à M. Bocco Awidi, garde-frontière de 1^{re} classe, né à Abomey (Dahomey) en 1887.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} avril 1945.

14° — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Mille huit cent cinquante francs (1.850 frs.)

avec indemnité de charges de famille, à M. Nevès Jules, sergent garde-frontière de 2^e classe, né à Agoué (Dahomey) en 1892.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1^{er} janvier 1945.

La dépense résultant du paiement des allocations ci-dessus et des indemnités pour charges de famille y afférentes, est imputable au budget local du Togo.

Associations

Par arrêté N° 476 APA. du :

31 août 1945. — Est autorisée dans le territoire du Togo la constitution d'une association dénommée « Chorale Sainte Cécile N° 2 » dont le siège est fixé à Lomé.

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Par arrêté N° 477 APA. du :

31 août 1945. — Est autorisée dans le territoire du Togo la constitution d'une association dénommée « Association des Fonctionnaires retraités des Cadres Indigènes du Togo », dont le siège est fixé à Lomé.

Sont approuvés les statuts de cette association, tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Par arrêté N° 486 APA. du :

5 septembre 1945. — Est autorisée dans le territoire du Togo la constitution d'une association dénommée « La Renaissance », dont le siège est fixé à Sokodé.

Sont approuvés les statuts de cette association, tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Bourses

Par arrêté N° 478 E. du :

31 août 1945. — Le taux des bourses d'études accordées pour l'année scolaire 1945-1946 à :

M.M. Franklin Robert Emmanuel, étudiant en P.C.B. à Paris;

Homawoo Edouard, étudiant en Pharmacie à Paris;

Amorin César, étudiant en Médecine à Paris;

Djabaku Albert, étudiant en Pharmacie à Paris; est porté de 3.000 à 5.000 francs par mois pour compter du 1^{er} octobre 1945.

Par arrêté N° 508 E. du :

13 septembre 1945. — Il est accordé, pour l'année scolaire 1945-1946, une bourse d'études de Trente deux mille quatre cents francs (32.400 frs.) au nommé Brym Moudjibou pour lui permettre de suivre les cours techniques secondaires de 1^{re} année à l'Ecole Spéciale des Travaux publics.

Ces bourses sont payables mensuellement et d'avance par le Service Administratif Colonial au moyen d'ordres de paiement émis par le directeur de ce ser-

vice sur la prévision constituée par le Territoire sous la seule obligation par le bénéficiaire de produire les certificats ou justifications de scolarité les 10 mars et 10 juin de la présente année scolaire.

Les dits certificats ou justifications seront mis au soutien du dernier versement trimestriel.

La dépense est imputable au budget local du Togo — chapitre XIII — article 8 — paragraphe 5 (bourses et allocations).

C. F. T.

Par arrêté N° 458 DOM. du :

23 août 1945. — Est prononcée l'occupation pour travaux d'utilité publique, en vue de l'exploitation par le Réseau du C.F.T. d'une carrière pour l'extraction de pierres à ballast, d'une parcelle de terrain rural située sur le flanc Est de la montagne Oké-ékpa (Cercle d'Atakpamé) d'une superficie totale de 14 ha. 90 a. 97 ca, telle qu'elle figure au plan annexé au présent arrêté.

En compensation de l'abandon de ses droits sur ladite parcelle, il est alloué au sieur Atchikiti, chef de canton d'Atakpamé, propriétaire, une indemnité de Dix mille francs.

Par décision N° 527 CFT. du :

10 septembre 1945. — M. Bonnard Louis, inspecteur après 2 ans, chef du service de l'exploitation, est délégué d'une façon permanente, pour la signature des pièces comptables du budget annexe du chemin de fer et du wharf, pendant les absences du directeur par intérim.

Commissions

Par décision N° 500 P. du :

3 septembre 1945. — M. Forster, conseiller à la cour, procureur de la République près le tribunal de 1^{re} instance de Lomé, est nommé président de la commission désignée par décision n° 215/P. du 23 avril 1945 et chargée d'examiner les demandes de réintégration et de réparations formulées par les fonctionnaires européens et indigènes des cadres locaux du Togo, victimes de l'autorité de fait se disant « Gouvernement de l'Etat Français », en remplacement de M. GAUBILLOT, administrateur en chef des colonies, Secrétaire général du Togo, nommé Commissaire de la République par intérim.

Par décision N° 501 APA. du :

4 septembre 1945. — La composition de la commission instituée par la décision N° 234 APA. du 6 mai 1945 et chargée d'examiner les demandes d'indemnités pour dommages matériels formulées par les personnes non fonctionnaires, victimes de l'autorité de fait dite « Gouvernement de l'Etat Français » est modifiée comme suit :

M. Forster, Procureur de la République, représentant le Commissaire de la République

M.M. Cadore, Président du Tribunal de première instance de Lomé,
Robichon, Instituteur du cadre commun supérieur de l'A.O.F., Chef du Service de l'Enseignement p. i., victime du Gouvernement de Vichy.

Président

Membres

Par décision N° 517 E. du :

7 septembre 1945. — Le médecin lieutenant-colonel Queinnec, directeur local de la santé publique, membre du conseil d'administration du territoire, est nommé membre de la commission consultative des bourses, en remplacement du médecin colonel Le Gac.

Droits d'enregistrement

Par arrêté N° 460 ENR. du :

23 août 1945. — Est accordé à M. Sabino da Silveira, propriétaire à Lomé, le remboursement d'une somme de Seize mille trois cent cinquante francs (16.350) représentant le montant de droits d'enregistrement indûment perçus.

La présente dépense sera imputée au budget local, chapitre VII, — article 9, — exercice 1945.

Enseignement

Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. du :
27 juillet 1945. — Le diplôme de l'Ecole technique supérieure est accordé aux élèves dont les noms suivent par ordre de mérite :

Section Topographique

Mention bien :

1 — Adama Godfroy (Togo)

Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. du :
7 août 1945. — Le diplôme de fin d'études de l'Ecole normale de jeunes filles de Rufisque est décerné aux élèves dont les noms suivent par ordre de mérite :

Mention assez-bien

Venance Angèle (Togo)

Tompson Thérèse (Togo)

Mention passable

Mensah Berthe (Togo)

Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. des :

14 août 1945. — Sont déclarées admises au concours d'entrée à l'Ecole normale de jeunes filles de Rufisque les élèves dont les noms suivent par ordre de mérite :

1° — *A titre définitif :*

31 — Koévi Cécile (Togo)

Les intéressées devront être dirigées sur Rufisque dans les délais permettant l'arrivée le 1^{er} octobre 1945 au plus tard.

Par décision N° 477 E. du :

28 août 1945. — La commission chargée de faire subir les épreuves de l'examen de sortie de l'Ecole Professionnelle de Sokodé, qui aura lieu le 3 septembre et jours suivants est composée ainsi qu'il suit :

M. Le commandant du cercle de Sokodé, *Président*

M.M. Le directeur de l'Ecole Professionnelle de Sokodé,

Ajavon directeur de l'Ecole Régionale de Sokodé,

Vianou, gérant de l'internat de l'Ecole Professionnelle de Sokodé,

Falschau, moniteur à l'Ecole Professionnelle de Sokodé,

Lantey, moniteur à l'Ecole Professionnelle de Sokodé,

Alapini Daniel, moniteur à l'Ecole Professionnelle de Sokodé.

Membres

Par décision N° 507 E. du :

4 septembre 1945. — L'élève de 2^e année Akouété Léon, de l'Ecole Primaire Supérieure de Lomé, est licencié pour insuffisance de travail.

Le remboursement des frais d'études et d'internat, prévu à l'article 4 de l'arrêté du 25 août 1941, ne sera pas poursuivi.

Les élèves de l'Ecole Primaire Supérieure de Lomé :

Lawson Théophile

Amédégnato Patrice

sont autorisés à redoubler leur 2^e année d'études.

L'élève de l'Ecole Primaire Supérieure de Lomé Wilson David, est autorisé à redoubler sa 1^{re} année d'études.

Par décision N° 512 E. du :

6 septembre 1945. — Sont admis, par ordre de mérite, en 1^{re} année de l'Ecole Primaire Supérieure et du Cours Complémentaire de l'Ecole Notre-Dame des Apôtres de Lomé, les élèves dont les noms suivent :

1° — *Ecole primaire supérieure*

- | | |
|-----------------------|------------------------|
| 1 — Brym Brigitte | 14 — Ayi Michel |
| 2 — Nabédé Pakai | 15 — Gam Benoît |
| 3 — Ahadji Hélène | 16 — Anagonou Albert |
| 4 — Mensah Joseph | — Koudjonou Clément |
| 5 — Maboudou Richard | 18 — Ayanou Cyprien |
| 6 — Apédo Nicolas | 19 — Ajavon Jean |
| 7 — Gbadoé Dogbé | — Sanvee Noël |
| 8 — Bliivi Damien | 21 — Amégnizin Hospice |
| — Blakime Yacouba | 22 — Missihoun Alfred |
| 10 — Agbétiafa Michel | 23 — Soarès Léon |
| 11 — Amoussou Koissi | 24 — Bakola Djobo |
| 12 — Akouvi Comlan | 25 — Aholou Vincent |
| 13 — Moreira Emilia | |

Liste supplémentaire

- 1 — Samari Adam
- 2 — Fumey Martin

2° — *Cours Complémentaire Notre-Dame des Apôtres*

- 1 — De Médeiros Sophie
- 2 — D'Almeida Prisca
- 3 — Wangara Anna

Le nommé Dobry Raymond, élève de 2^e année de l'Ecole Primaire Supérieure de Bingerville, est admis en 3^e année de l'Ecole Primaire Supérieure de Lomé.

La présente décision aura effet pour compter du 16 septembre 1945.

Par décision N° 513 E. du :

6 septembre 1945. — Durant l'année scolaire 1945-1946, les agents des Travaux publics dont les noms suivent :

Ouagbi Sant'Anna, maître-ouvrier charpentier de 7^e classe du cadre local des Travaux publics

Kouzo Bernard, ouvrier forgeron auxiliaire sont mis à la disposition du chef du service de l'enseignement pendant 12 heures par semaine et serviront comme moniteurs d'enseignement de travail manuel à l'Ecole Primaire Supérieure de Lomé.

Une quote-part fixée aux 4/15 de la solde de ces ouvriers sera imputée au chapitre XII — article 10 — paragraphe 2.

Par décision N° 516 E. du :

6 septembre 1945. — Sont admis en 1^{re} année du Cours Normal des Moniteurs d'Atakpamé et à l'Ecole Professionnelle de Sokodé, les élèves dont les noms suivent :

1° — *Cours normal des moniteurs d'Atakpamé*

- | | |
|------------------------|------------------------|
| 1 — Samari Adam | 9 — Adademey François |
| 2 — Fumey Martin | 10 — Amadou René |
| 3 — Gnassounou Siméon | 11 — Koumakou Kokou |
| 4 — Bodjona Alphonse | 12 — Gonçalves Taofiki |
| 5 — Mensah F. Augustin | 13 — Talabéou Luther |
| 6 — Makouya Gnandi | 14 — Amaï Napo |
| 7 — Ayéva Souleman | 15 — Kangni Dominique |
| 8 — Tchédre Bidemnaé | |

2° — *Ecole Professionnelle de Sokodé*

- | | |
|-----------------------|-----------------------|
| 1 — Sossou Assogbavi | 6 — Agbaglo Honoré |
| 2 — Ayihon Kpadéou | 7 — Tagbata Michel |
| 3 — Atchou Jean | 8 — D'Almeida Victor |
| 4 — Houédakor Amouzou | 9 — Folly Benoît |
| 5 — Adam Aboulaye | 10 — Folligan Antoine |

Par décision N° 526 E. du :

10 septembre 1945. — L'élève D'Almeida Prisca est admise en 1^{re} année de l'Ecole Primaire Supérieure de Lomé, pour compter du 16 septembre 1945.

Par arrêté N° 509 F. du :

13 septembre 1945. — Il est consenti à M. Brym Moudjibou, titulaire d'une bourse d'études pour l'Ecole Spéciale des Travaux publics, un prêt d'honneur de 12.000 frs. payable en totalité immédiatement.

Le remboursement de ce prêt sera effectué par M. da Silva Jacintho, correspondant de l'intéressé, par douzièmes, le premier versement devant avoir lieu le 31 octobre 1945 et le dernier le 30 septembre 1946.

Justice

Par arrêté N° 485 APA. du :

3 septembre 1945. — M. Guérin, adjoint principal de classe exceptionnelle des services civils des colonies, est désigné comme président ad-hoc du tribunal de 2^e degré de Lomé pour connaître de l'affaire Logossou Dzonou et Zekoué Adekpé contre Fiaty Aménouvor.

Pensions

Par arrêté N° 449 F. du :

23 août 1945. — Sont accordées les pensions ci-après aux gardes de cercle dont les noms suivent, admis à faire valoir leurs droits à la retraite :

I. — *Pensions pour ancienneté*

Au taux annuel de Mille quatre cent quarante francs (1.440 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945 à l'adjudant-chef Nam Gaséré, Mle 396, né vers 1898 à Bano (Mango-Togo).

Au taux annuel de Mille quatre cent quarante francs (1.440 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, à l'adjudant-chef Tazo Santini, Mle 1230, né en 1899 à Kodjéné (Sokodé-Togo).

Au taux annuel de Mille quatre cents francs (1.080 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945 au brigadier-chef de 1^{re} classe Karimou Taraoré, Mle 311, né en 1897 à Dadjandin (Soudan).

Au taux annuel de neuf cent soixante francs (960 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945 au brigadier de 1^{re} classe Aoussou Djobo, Mle 948, né vers 1900 à Koumondé (Sokodé-Togo).

Au taux annuel de neuf cent soixante francs (960 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au brigadier de 1^{re} cl. Gnaro, Mle 552, né vers 1901 à Sola (Sokodé-Togo).

Au taux annuel de Huit cent quarante francs (840 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au brigadier de 2^e cl. Aiba, Mle 653, né vers 1904 à Kpassété (Mango-Togo).

Au taux annuel de Huit cent quarante francs (840 frs.) à compter du 1^{er} septembre 1943, au garde de 1^{re} classe Sakpana, Mle 983, né vers 1898 à Diaparé (Niger).

Au taux annuel de Huit cent quarante francs (840 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au garde de 1^{re} cl. Boukary III, Mle 652, né vers 1904 à Goundoga (Mango-Togo).

II. — *Pensions proportionnelles*

Au taux annuel de Neuf cent douze francs (912 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au brigadier-chef de 1^{re} classe Kombaté, Mle 646, né vers 1899 à Bonlogo (Mango-Togo).

Au taux annuel de Huit cent dix francs (810 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au brigadier de 1^{re} cl. Nana, Mle 810, né vers 1903 à Filingué (Niger).

Au taux annuel de Sept cent soixante dix francs (770 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945 au brigadier de 1^{re} classe Mamadou Maiga, Mle 1083, né vers 1899 à Patékoira (Niger).

Au taux annuel de Huit cents francs (800 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au brigadier de 2^e classe Batoridioua Dadoriga, Mle 580, né vers 1904 à Niamtougou (Sokodé-Togo).

Au taux annuel de Sept cent quatre vingt dix francs (790 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au brigadier de 2^e classe Gaoua, Mle 1014, né vers 1906 à Siou (Sokodé-Togo).

Au taux annuel de Sept cent quatre vingts francs (780 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au brigadier de 2^e classe Zoto Gaston, Mle 862, né vers 1900 à Sinvie (Allada-Dahomey).

Au taux annuel de Sept cent soixante dix francs (770 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au brigadier de 2^e classe Alaoua, Mle 625, né vers 1903 à Ténéga (Sokodé-Togo).

Au taux annuel de Six cent soixante dix francs (670 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au brigadier de 2^e classe Kagnita, Mle 679, né vers 1904 à Niamtougou (Sokodé-Togo).

Au taux annuel de Sept cent cinquante francs (750 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au brigadier de 2^e classe Sintohoué, Mle 718, né vers 1903 à Niamtougou (Sokodé-Togo).

Au taux annuel de Sept cent cinquante francs (750 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au brigadier de 2^e cl. Korignon, Mle 1131, né vers 1904 à Kandé (Mango-Togo).

Au taux annuel de Sept cent quarante francs (740 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au brigadier de 2^e cl. Nagou Lamboni, Mle 924, né vers 1904 à Nandoga (Mango-Togo).

Au taux annuel de Six cent quatre vingt cinq francs (685 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au brigadier de 2^e classe Missiti, Mle 1067, né vers 1900 à Kandé (Mango-Togo).

Au taux annuel de Sept cents francs (700 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au garde de 1^{re} classe Badema, Mle 561, né vers 1905 à Faroum (Sokodé-Togo).

Au taux annuel de Six cent quatre vingt douze francs (692 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au garde de 1^{re} classe Amounou, Mle 1148, né vers 1905 à Kandé (Mango-Togo).

Au taux annuel de Six cent quatre vingt cinq francs (685 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au garde de 1^{re} classe Ouhana, Mle 965, né vers 1905 à Siou (Sokodé-Togo).

Au taux annuel de Six cent quatre vingt cinq francs (685 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au garde de 1^{re} classe Djoma, Mle 1172, né vers 1901 à Baga (Sokodé-Togo).

Au taux annuel de Six cent soixante deux francs (662 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au garde de 1^{re} classe Yada Défalé, Mle 753, né vers 1910 à Défalé (Sokodé-Togo).

Au taux annuel de Six cent soixante deux francs (662 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au garde de

1^{re} classe Djafala, Mle 692, né vers 1905 à Kouka (Sokodé-Togo).

Au taux annuel de Six cent soixante deux francs (662 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au garde de 1^{re} classe Nialo, Mle 1149, né vers 1905 à Ataloté (Mango-Togo).

Au taux annuel de Six cent quarante sept francs (647 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au garde de 1^{re} classe Digbé Koffi, Mle 1201, né vers 1898 à Daloua (Côte d'Ivoire).

Au taux annuel de Six cent quatre vingt cinq francs (685 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au garde de 2^e classe Koudou, Mle 1193, né vers 1907 à Niabéré (Niamey-Niger).

Au taux annuel de Six cent soixante deux francs (662 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au garde de 2^e classe Nabéa, Mle 696, né vers 1906, à Défalé (Sokodé-Togo).

Au taux annuel de Six cent soixante deux francs (662 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au garde de 2^e classe Adjai, Mle 889, né vers 1901 à Bédou (Sokodé-Togo).

Au taux annuel de Six cent quarante sept francs (647 frs.) à compter du 1^{er} juin 1945, au garde de 2^e classe Kouka I, Mle 1293, né vers 1909 à Zanga (Tenkodogo-Côte-d'Ivoire).

Au taux annuel de Six cent cinquante cinq francs (655 frs.) à compter du 1^{er} juillet 1945, au garde de 2^e classe Madougou, Mle 1134, né vers 1908 à Alédjo (Djougou-Dahomey).

Au taux annuel de Neuf cent vingt quatre francs (924 frs.) à compter du 1^{er} juillet 1945, à l'adjudant Kpantanon Diénaga, Mle 1256, né vers 1907 à Baka (Sokodé-Togo).

III. — Pension de retraite pour infirmité

Au taux annuel de Mille cinq cent soixante francs (1.560 frs.) à compter du 1^{er} mars 1945, au brigadier-chef de 2^e classe English Haratem, Mle 667, né vers 1906 à Kandé (Mango-Togo).

La dépense résultant du paiement de ces pensions de retraite est imputable au budget local du Togo.

Recherches minières

Par arrêté N° 461 TP. du :

23 août 1945. — Les délais servant à déterminer la date d'expiration du permis général de recherches minières au Togo attribué à M. Jean Maujean par le décret du 23 novembre 1940 cessent de courir à partir du 7 janvier 1941 et jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté ultérieur après constatation de la possibilité, pour l'intéressé, de reprendre son activité minière normale interrompue par les hostilités.

Est abrogé l'arrêté n° 222 TP. du 24 avril 1944.

Rôles

Par arrêté N° 496 CD. du :

8 septembre 1945. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires — exercice 1945 — ci-après s'élevant à la somme de : Six millions sept cent quatre-vingt mille neuf cent quatre-vingt-trois francs.

| Nos DES RÔLES | AGENCES | NATURE DES CONTRIBUTIONS | MONTANT DES RÔLES | TOTAL |
|---|------------|---|-------------------|-------------|
| I — ANCIENNES CONTRIBUTIONS ET TAXES ASSIMILÉES | | | | |
| Exercice 1945 | | | | |
| 127 | Trésor | Patentes | 2.667,— | 2.667,— |
| 128 | Lomé C. M. | Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 117.600,— | | |
| | | Taxe vicinale 56.000,— | | |
| | | Contribution exceptionnelle 16.800,— | 190.400,— | |
| 129 | — | Taxe sur armes non perfectionnées | 32,— | |
| 130 | — | Taxe sur armes non perfectionnées | 40,— | |
| 131 | — | Taxe sur bicyclettes | 21.240,— | |
| 132 | — | Taxe sur les chiens | 760,— | 212.472,— |
| 133 | Lomé Subd. | Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 900,— | | |
| | | Taxe vicinale 330,— | | |
| | | Contribution exceptionnelle 140,— | 1.370,— | |
| 134 | — | Patentes | 8.400,— | |
| 135 | — | Taxe sur armes non perfectionnées | 192,— | |
| 136 | — | Taxe sur bicyclettes | 1.080,— | 11.042,— |
| 137 | Tsévié | Patentes | 99.118,— | |
| 138 | — | Patentes | 2.150,— | |
| 139 | — | Licences | 1.200,— | |
| 140 | — | Taxe sur armes perfectionnées | 40,— | |
| 141 | — | Taxe sur armes non perfectionnées | 6.048,— | |
| 142 | — | Taxe sur armes non perfectionnées | 3.432,— | |
| 143 | — | Taxe sur bicyclettes | 1.170,— | 113.158,— |
| 144 | Anécho | Patentes | 129.668,— | |
| 145 | — | Patentes | 215.275,— | |
| 146 | — | Patentes | 73.540,— | |
| 147 | — | Taxe sur armes non perfectionnées | 136,— | |
| 148 | — | Taxe sur bicyclettes | 2.910,— | 421.529,— |
| 149 | Atakpamé | Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 6.100,— | | |
| | | Taxe vicinale 2.340,— | | |
| | | Contribution exceptionnelle 1.010,— | 9.450,— | |
| 150 | — | Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 6.095,— | | |
| | | Taxe vicinale 1.180,— | | |
| | | Contribution exceptionnelle 885,— | 8.160,— | |
| 151 | — | Patentes | 504.318,— | |
| 152 | — | Patentes | 63.184,— | |
| 153 | — | Taxe sur armes perfectionnées | 280,— | |
| 154 | — | Taxe sur armes de traite | 3.280,— | |
| 155 | — | Taxe sur bicyclettes | 1.110,— | 589.782,— |
| 156 | Lama-Kara | Impôt personnel hors catégorie 350,— | | |
| | | Taxe vicinale 100,— | | |
| | | Contribution exceptionnelle 60,— | 510,— | |
| 157 | — | Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 600,— | | |
| | | Taxe vicinale 200,— | | |
| | | Contribution exceptionnelle 100,— | 900,— | |
| 158 | — | Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 360,— | | |
| | | Taxe vicinale 225,— | | |
| | | Contribution exceptionnelle 45,— | 630,— | |
| à reporter | | | 2.040,— | 1.350.650,— |

| N ^{os} DES RÔLES | AGENCES | NATURE DES CONTRIBUTIONS | MONTANT | TOTAUX |
|---------------------------|-------------|---|----------|-------------|
| | | <i>Report</i> . . . | 2.040,— | 1.350.650,— |
| 159 | Lama-Kara | Impôt sur la population flottante | 3.500,— | |
| | | Taxe vicinale | 1.680,— | |
| | | Contribution exceptionnelle | 560,— | |
| 160 | — | Patentes | 5.740,— | |
| 161 | — | Taxe sur bicyclettes | 68.550,— | |
| 162 | Bassari | Impôt personnel hors catégorie | 1.320,— | 77.650,— |
| | | Taxe vicinale | | |
| | | Contribution exceptionnelle | | |
| 163 | — | Impôt personnel sur indigènes catég. sup. | 1.020,— | |
| | | Taxe vicinale | | |
| | | Contribution exceptionnelle | | |
| 164 | — | Patentes | 26.985,— | |
| 165 | — | Patentes | 26.500,— | |
| 166 | — | Licences | 11.736,— | |
| 167 | Mango | Impôt personnel sur indigènes catég. ord. | 300,— | 66.541,— |
| | | Taxe vicinale | | |
| | | Contribution exceptionnelle | | |
| 168 | — | Impôt sur la population flottante | 3.430,— | |
| | | Taxe vicinale | | |
| | | Contribution exceptionnelle | | |
| 169 | — | Patentes | 20.090,— | |
| 170 | — | Licences | 14.150,— | |
| 171 | — | Taxe sur armes perfectionnées | 11.400,— | |
| 172 | — | Taxe sur armes de traite | 20,— | |
| 173 | — | Taxe sur bicyclettes | 2.008,— | |
| 174 | Dapango | Impôt personnel sur indigènes catég. ord. | 270,— | 51.368,— |
| | | Taxe vicinale | | |
| | | Contribution exceptionnelle | | |
| 175 | — | Impôt sur la population flottante | 10.290,— | |
| | | Taxe vicinale | | |
| | | Contribution exceptionnelle | | |
| 176 | — | Patentes | 1.845,— | |
| 177 | — | Licences | 16.750,— | |
| 178 | — | Taxe sur armes perfectionnées | 1.500,— | |
| 179 | — | Taxe sur armes non perfectionnées | 40,— | |
| 180 | — | Taxe sur bicyclettes | 1.312,— | |
| 181 | Lomé-Trésor | Taxe d'enlèvement d'ordures | 150,— | 31.887,— |
| | | Taxe d'enlèvement d'ordures | 4.805,— | 4.805,— |
| | | TOTAL | | 1.582.901,— |

II) IMPÔTS SUR LES REVENUS

| | | |
|------------|-----------------------------|-------------|
| RÔLE N° 18 | — Trésor-Lomé | 2.280,— |
| — 19 | — Agence Atakpamé | 831,— |
| — 20 | — Trésor-Lomé | 620.880,— |
| — 21 | — Agence-Anécho | 28.870,— |
| — 22 | — — Atakpamé | 334,— |
| — 23 | — — Palimé | 10.120,— |
| — 24 | — Trésor-Lomé | 4.506.156,— |
| — 25 | — Agence Lomé | 5.352,— |
| — 26 | — — Tsévié | 684,— |
| — 27 | — — Anécho | 5.733,— |
| | <i>A reporter</i> | 5.181.240,— |

| | | | |
|---------|---|----------------|-------------|
| | | <i>Report.</i> | 5.181.240,— |
| RÔLE N° | 28 — Agence Atakpamé | | 15.250,— |
| — | 29 — — Palimé | | 1.592,— |
| | TOTAL | | 5.198.082,— |
| | REPORT DU TOTAL des anciennes contributions et taxes assimilées | | 1.582.901,— |
| | TOTAL GÉNÉRAL | | 6.780.983,— |

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 10 septembre 1945.

Santé

Ecole d'infirmiers et infirmières

Par décision N° 506 P. du :

4 septembre 1945. — La date d'ouverture de l'école d'infirmiers et infirmières, organisée par l'arrêté n° 274/P. du 29 mai 1945, est fixée pour l'année scolaire 1945-1946 au 10 septembre 1945.

Le nombre d'élèves à admettre pour l'année scolaire 1945-1946 est fixé à 25.

Les élèves admis auront droit, pendant l'année d'instruction, à une indemnité de scolarité de douze francs (12 frs.) par jour. Toutefois, les agents auxiliaires ou journaliers du Service de Santé, déjà en service dans les formations sanitaires du territoire, et admis à suivre les cours de l'école, continueront à percevoir leur traitement actuel.

A l'exception des agents déjà en service, présentés par le service de santé, les candidats, pour être admis au cours, devront satisfaire aux épreuves d'un concours qui aura lieu les 6 et 7 septembre 1945 à l'école ménagère de Lomé (Avenue des Alliés).

Le programme de ce concours qui portera exclusivement sur les questions de connaissances générales, sera fixé par le directeur local de la santé publique.

La liste des admissions sera arrêtée par le Commissaire de la République.

La liste des candidats autorisés à subir les épreuves du concours, ainsi que celle des agents déjà en service, admis à suivre sans concours, les cours de l'école, est annexée à la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Secours

Par décision N° 509 CFT. du :

6 septembre 1945. — Un secours éventuel de Vingt deux mille trois cent vingt cinq francs (22.325 frs.), correspondant à six mois de solde de présence majorée du supplément colonial est alloué à Madame Bugnard, veuve d'un chef de district principal après 66 mois.

Le montant de ce secours sera imputé au budget annexe du chemin de fer du Togo — chapitre 1er.

Par décision N° 534 F. du :

12 septembre 1945. — Il est accordé à M. Kwassi Bruce, demeurant à Lomé, un secours éventuel, payable en une seule fois, de la somme de Six mille francs (6.000 frs.).

La dépense correspondante est imputable au budget local, exercice 1945, chapitre XIV — article 2 — paragraphe 1.

Terrains domaniaux

Par arrêté N° 457 DOM. du :

23 août 1945. — Est attribué à titre définitif et en toute propriété à M. R. Eychenne, commerçant à Lomé, une parcelle de terrain urbain bâti, situé à Lomé, quartier N° 3; objet du titre foncier N° 468 du territoire du Togo.

Par arrêté N° 459 DOM. du :

23 août 1945. — Est attribué définitivement en toute propriété au sieur Rustico Janvier, un terrain domanial, de la surface de 4 a 10 ca, situé à Lomé et constituant le lot N° 8 du lotissement de l'ancienne parcelle 104 du plan allemand de Lomé, objet du titre foncier N° 422 du territoire du Togo.

Victimes de Vichy

Indemnités de dédommagement

Par arrêté N° 474 APA. du :

30 août 1945. — Des indemnités, dont le montant est indiqué ci-dessous, sont accordées, en réparation des dommages matériels par elles subis, aux personnes non-fonctionnaires suivantes, victimes de l'autorité de fait dite « Gouvernement de l'Etat Français » :

| | |
|--------------------------|------------|
| Mensah Augustin Yovo | 6.000 frs. |
| Alphonse H. Sékou | 12.000 — |
| Richard Folly Assiongbor | 16.000 — |

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Renseignements

à l'usage des personnes devant rentrer prochainement dans la Métropole

Nous publions les renseignements ci-dessous susceptibles d'intéresser les personnes devant rentrer prochainement dans la métropole.

Renseignements généraux sur le Service Social Colonial

Service officiel relevant du Ministère des colonies, le Service Social Colonial est cependant distinct des services coloniaux des ports, dont le rôle est exclusivement administratif.

Quatre délégations régionales du Service Social Colonial (Paris, Marseille, Bordeaux et Nantes) se partagent le territoire métropolitain.

Délégation de Paris. — Délégué régional Administrateur des colonies M. Romieu adresse 27, rue Oudinot Paris 7^e — Tel. Segur 25.00 — ressort territorial : Seine, Seine et Marne, Seine et Oise, Nord, Pas de Calais, Somme, Oise, Aisne, Ardenne, Seine Inférieure, Eure, Calvados, Orne, Eure et Loire, Loire et Cher, Loire, Marne, Aube, Haute Marne, Yonne Côte d'Or, Doubs, Haute Saône, Jura, Meuse, Moselle, Vosges, territoire de Belfort, Allier, Cher, Nièvre, Saône et Loire.

Délégation régionale du Sud-Est. — Délégué régional M. l'Administrateur des colonies Monjauze adresse 2, rue Beauveau Marseille — Tel. Colbert 10.54 et 31.23 — ressort territorial : Pyrénées Orientales, Aude, Hérault, Aveyron, Lozère, Gard, Ardèche, Drôme, Vaucluse, Bouches du Rhône, Var, Hautes Alpes, Basses Alpes, Alpes Maritimes, Corse, Ain, Ysère, Haute Loire, Haute Savoie, Loire, Rhône, Savoie.

Délégation régionale du Sud-Ouest. — Délégué régional M. l'Administrateur des colonies G. Dulphy, adresse :

a) Bureaux de la délégation : 2 Crs de l'Intendance Bordeaux — Tel. 883.46.

b) Centre médical 24, Crs du Chapeau Rouge — Tel. 888.33.

c) Centre des Etudiants 34, rues des Augustins — Tel. 955.16, ressort territorial : Basses Pyrénées, Landes, Gironde, Charente, Charente Maritime, Haute Vienne, Corrèze, Lot, Dordogne, Tarn et Garonne, Lot et Garonne, Haute Garonne, Gers, Hautes Pyrénées, Ariège, Cantal, Creuse, Puy de Dôme, Tarn.

Délégation régionale de l'Ouest. — Délégué régional M. Bocheron Ingénieur des T.P. Coloniaux adresse 17, avenue Emile Boissier Nantes, Tel. 140.53 — ressort territorial : Finistère, Côtes du Nord, Morbihan, Ile et Vilaine, Mayenne, Sarthe, Indre et Loire, Maine et Loire, Loire Inférieure, Vendée, Deux Sèvres, Vienne, Indre.

Les coloniaux doivent s'adresser à la délégation dont dépend leur département de résidence, qui leur donnera tous renseignements complémentaires qu'ils pourraient désirer.

Le service social a reçu pour mission d'apporter une assistance morale, matérielle, financière et mé-

dicale aux coloniaux pendant leur séjour dans la métropole.

1^o — Assistance morale

Démarches interventions auprès des organismes et des autorités dans les cas où les initiatives privées demeurent inopérantes. Renseignements, conseils, transmission de nouvelles et messages.

Aide à la famille et à l'enfance.

2^o — Assistance matérielle

Complément de ravitaillement et facilités pour l'obtention de permis d'achat d'articles de ménages et de textiles.

3^o — Assistance financière

Secours accordés dans certaines conditions aux familles se trouvant dans une situation difficile, passagère ou permanente.

Prêts d'honneur aux familles présentant des garanties certaines et dont les correspondants sont momentanément dans l'impossibilité de leur fournir des subsides (cas des familles de coloniaux d'Indochine).

4^o — Assistance médicale

Consultations et soins gratuits. Remboursement des soins médicaux ou chirurgicaux dans des proportions variant avec les ressources des familles.

5^o — Réalisations diverses

a) Centres d'étudiants coloniaux

b) Colonie de vacances

c) Services d'Accueil.

II — Renseignements pratiques à l'usage des coloniaux débarquant en France

1^o — A quels passagers s'adresse le Service d'Accueil

Tous les coloniaux civils, fonctionnaires ou non, et leurs familles bénéficient de l'assistance du Service d'Accueil du service social colonial à Marseille et Bordeaux. (Les militaires relèvent du service des œuvres sociales des troupes coloniales, dont l'adresse est pour Bordeaux 18, rue Barennes).

2^o — Service d'Accueil de Bordeaux — Débarquement des bagages

Tant que le débarquement ne pourra se faire à Bordeaux, les passagers, devront assurer le dédouanement de leurs propres bagages aussi bien ceux de cales que de cabines. Des moyens de transport sont prévus entre le môle de débarquement et la gare de Pauillac.

Pour l'acheminement de leurs bagages de cales, il leur est conseillé de les enregistrer en P.V. ou en G.V. (s'ils sont pressés) à la gare de Pauillac, pour leur destination définitive.

Lorsque le débarquement pourra se faire à Bordeaux des transitaires avec lesquels le service social

colonial a passé un accord, effectueront toutes les formalités de transit de bagages.

Le service social colonial attire l'attention des passagers sur le fait qu'ils ont droit d'entrer 50 kgs de denrées coloniales par personne. La douane est disposée à se montrer compréhensive à la condition que les déclarations douanières soient aussi sincères que possible et ne présentent pas des chiffres de déclarations ridiculement bas, et qui risquent d'inciter la douane à multiplier les contrôles.

3° — Retenues des chambres dans les hôtels de Bordeaux

Le service social colonial se charge de retenir des chambres à Bordeaux. Les passagers acquittent le prix de leur chambre directement à l'hôtelier. Les coloniaux qui auront à se plaindre de l'hôtel devront en aviser le service social colonial.

Les passagers doivent aviser l'hôtelier du jour où ils comptent libérer leur chambre.

Le service social prie les coloniaux de l'excuser, s'il ne peut toujours leur donner la chambre de la catégorie qu'ils désirent les circonstances ne permettent pas d'être difficile.

4° — Retenue des places de chemin de fer

Le service social colonial se charge également de retenir des places dans les chemins de fer, pour toutes les destinations, dans les plus courts délais, grâce à un accord avec la S.N.C.F.

Les passagers s'engagent à rembourser le montant des places, lorsque le service social colonial en aura fait l'avance.

5° — Cartes de ravitaillement et textiles

Le service social colonial est habilité à délivrer aux coloniaux à leur débarquement 3 jours de tickets de ravitaillement, renouvelables. Ces tickets dits « tickets d'isolés » doivent leur permettre de subsister jusqu'à leur arrivée à leur lieu de résidence. Arrivés à leur lieu de résidence les coloniaux doivent s'adresser à la Mairie qui leur délivrera leurs cartes définitives de ravitaillement.

Textiles. — Les coloniaux ont droit :

a) à « une carte de textiles » qui leur est délivrée à la Mairie de leur résidence, dans les mêmes conditions que les cartes de ravitaillement.

b) à un « trousseau spécial ».

6° — Echanges des billets de banque

Dans l'état actuel de la réglementation édictée par le Ministère des Finances, seuls les fonctionnaires munis d'un ordre de mission peuvent échanger directement leurs billets de la B.A.O., de la Banque d'Etat du Maroc et de la Banque de l'Algérie contre des billets de la Banque de France (mention de l'échange est portée sur l'ordre de mission).

Jusqu'à ce que soit adoptée une réglementation applicable à l'ensemble des coloniaux, le service des

douanes procède à l'échange des billets pour tous les passagers, qu'ils soient ou non fonctionnaires.

7° — Formalités spéciales aux fonctionnaires

Les fonctionnaires ou les familles de fonctionnaires voyageant seules débarquant de la colonie doivent passer au « Service Colonial » du port de Bordeaux pour y remettre les documents administratifs dont ils peuvent être porteurs et y accomplir les formalités administratives.

AVIS

du Comité du Commerce Extérieur

Le Comité du Commerce Extérieur reçoit journalièrement un nombre considérable de correspondances constituant de façon plus ou moins nette des demandes d'autorisation d'importation : parfois ces demandes ne sont appuyées d'aucune pièce justificative, parfois elles sont appuyées de simples copies de documents dont le Comité du Commerce Extérieur ne peut vérifier l'authenticité.

Ces demandes ne peuvent être considérées comme valables.

Messieurs les importateurs sont en conséquence informés qu'à l'avenir, seront seules prises en considération les demandes répondant aux prescriptions suivantes :

1°. — Présentation de la demande sur formule réglementaire en un seul exemplaire (dans un but d'économie de papier, les importateurs ne seront invités à produire les 6 autres exemplaires qu'après qu'une décision favorable sera intervenue concernant la demande).

2°. — Production à l'appui de la demande de l'offre ferme *originale*, appuyée d'une copie et, le cas échéant, d'une traduction en langue française : les demandes auxquelles serait annexée une simple copie d'offre ne seront pas considérées comme valables.

3°. — Chaque demande de licence ne peut concerner qu'un article du programme : il convient en conséquence de produire autant de demandes que d'articles du programme.

Avis aux importateurs

Il arrive fréquemment que les commerçants importateurs produisent à l'appui de leur demande de licence des offres remontant à plusieurs mois, parfois même à l'année passée.

Or, avant d'émettre les autorisations d'importation, les services d'émission doivent, en premier lieu, déterminer d'une façon aussi précise que possible le prix

de la marchandise, ensuite acquérir la certitude que l'opération est réalisable dans un délai normal. Or, dans les circonstances économiques actuelles, des offres anciennes ne permettent pas d'acquérir ces certitudes.

En conséquence, ne seront prises désormais en considération que les offres ne remontant pas à une date *supérieure à deux mois*.

Par ailleurs, il est rappelé aux commerçants intéressés que seules sont considérées comme valables les offres originales fermes des fournisseurs étrangers, à l'exclusion par conséquent de tous extraits de catalogues ou de bordereaux collectifs de prix ne comportant aucun engagement spécial de livraison.

Nécrologie

Le Commissaire de la République au Togo p.i. a le regret de faire part du décès de M. Marcel Bugnard, Chef de District principal du cadre local des Chemins de Fer du Togo, survenu le 20 août 1945 à Vassieux-Caluire (Rhône).

AVIS

L'Entreprise HERBELIN (Travaux publics et particuliers) a l'honneur d'informer M.M. les Chefs des Services Administratifs, M.M. les Agents généraux du Commerce et M.M. les Particuliers qu'elle ouvre une agence au Togo, et se tient dès à présent à leur disposition pour l'étude et l'exécution de tous travaux.